Colombie, la réconciliation possible ?*

Jorge Eliécer Guerra Vélez

KEYWORDS
Agressivité
Victimes et bourreaux
Traumatisme fondateur
Illégalité
Sous-cultures politiques
Paix
Transformations

Bien qu'à ce jour la Colombie soit l'une des destinations touristiques les plus en vogue et qu'elle ne figure plus dans la liste des pays que les gouvernements étrangers, les ambassades et les guides touristiques recommandaient d'éviter, comme il y a encore deux ou trois décennies, certains chiffres qui nous viennent de plusieurs organisations et d'analystes indépendants, à propos des multiples violences présentes sur tout le territoire, se révèlent préoccupants, même s'ils ne coïncident pas toujours entre eux. Il suffirait de citer un bilan élaboré par l'*Universidad Externado de Colombia* selon lequel, sur la base des chiffres relevés par l'Institut national de médecine légale -: *les homicides auraient augmenté de 5,2% entre janvier et novembre 2023 par rapport à la même période de 2022. Au cours des 11 premiers mois de 2023, 12 682 homicides ont été enregistrés, soit 637 cas de plus qu'en 2022 où 12 045 avaient été enregistrés. Ces chiffres atteignent une moyenne mensuelle de 1152*[1]:- personnes assassinées. Et bien que ce même document nous indique que dans d'autres statistiques, émanant d'institutions importantes comme la Police Nationale ou le Département National d'État (DANE), on observe une diminution (avec respectivement 11.037 ou 11.390 homicides), une telle différence de chiffres, ainsi que les explications successives concernant le lieu, les auteurs et le contexte dans lesquels les actes criminels se produisent, laisse sans réponse la question de savoir comment arrêter une telle effusion de sang - résultant de faits disparates et apparemment non reliés entre eux – ou pour le moins comment se rapprocher des chiffres existants dans les pays qui vivent, comme on dit, *normalement*[2]?

* L'auteur tient à remercier le sociologue et directeur de l'Institut d'études régionales de l'Université d'Antioquia, Alejandro Pimienta Betancur, et l'anthropologue et responsable du rapport final de la Commission nationale de la vérité, section d'Antioquia, Catalina Cruz Betancur, pour leurs précieux commentaires et éclaircissements. Et évidemment Leonardo Veneziani pour son aide dans la construction conceptuelle et méthodologique de cet article.

Jorge Eliécer Guerra Vélez

Sociologue de l'Université de Antioquia – Medellin

Docteur en études de sociétés Latinoaméricaines - Institut de Hautes Etudes de l'Amérique Latine, Université Paris III Sorbonne Nouvelle

Auteur de La Izquierda Legal y Reformista en Colombia después la Constitución de 1991

» Du coup, on pourrait justement suggérer que cette question de délimitation territoriale est centrale, et non seulement dans les nombreuses guerres civiles qui ont lieu en Colombie jusqu'à la *Grande Guerre*, dite *de los Mil días*, mais aussi dans nombre de violences et de conflits typiques du XX[e] siècle.

Ni la fin de l'ère des deux grands cartels de la drogue (Medellín et Cali), ni la soumission des chefs des principales structures paramilitaires, ni les accords de paix avec les FARC, ni non plus le fait que depuis 2022 le pays est pour la première fois de son histoire gouverné par un leader clairement identifié comme de gauche, n'ont stoppé tant de mortalité, même s'il faut souligner que l'intensité et la dureté ont disparu dans certains territoires tandis que dans d'autres elle s'est prolongée. Le paradoxe de ces faits est que cela se produit en même temps que l'on met en place un grand nombre d'initiatives et de cadres juridiques, capables de générer, dès leurs débuts, l'image d'un pays qui s'institutionnalise et où, donc, se multiplient les rapports destinés à comprendre l'origine de la violence et, à partir de là, créer des alternatives pour calmer toute cette agressivité et la ramener à un niveau souhaitable pour l'ordre national.

Où résident alors les obstacles à ces aspirations légitimes de vivre tranquillement ou en paix ? Là où le mot paix ne signifie pas seulement le silence des armes ou l'imposition d'un ordre établi par une partie belligérante ayant triomphé sur l'autre, mais apparaît plutôt comme la résultante d'un traitement des conflits par des moyens démocratiques et de la réconciliation des parties, entre victimes et auteurs, de l'ensemble de la société. Avant de procéder à une élaboration de notre argumentaire, il convient d'exposer brièvement quelques éléments historiques et sociopolitiques qui peuvent nous aider à élaborer une meilleure interprétation du paradoxe colombien.

Avant d'aborder le sujet, il est nécessaire de préciser qu'historiquement, la Colombie, par rapport aux cas notoires du sous-continent latino-américain comme le Pérou et la *Nation inca*, ou le Mexique et *Le Serpent à plumes*, manquerait de ce que l'on appelle un mythe ou un traumatisme fondateur. Et par les deux on entend ici, soit le mythe fondateur qui sert de réponse aux civilisations pour surmonter un

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

premier et important traumatisme initial (Girard, 1972), soit le traumatisme lui-même, en lui accordant toute notre attention en tant que *princeps* à partir duquel il est possible de comprendre une société déterminée (Gutmann, Millat, 2013 ; Gutmann, Toral, 2018). Ainsi, qu'il s'agisse de s'arrêter au mythe ou d'enquêter sur le traumatisme originel qui le produit, l'identité nationale colombienne ne s'est forgée ni dans l'héroïsme des communautés *ancestrales*, ni dans les histoires érigées à la suite du traumatisme que l'arrivée de l'envahisseur espagnol entraîne. La même chose se produit en ce qui concerne d'autres événements ou traumatismes survenus au cours des siècles suivants et autour desquels un consensus général, ou hypothèses pleinement acceptées, n'a été généré. Ainsi, en fonction du moment, du discours historique, des caractéristiques socio-spatiales, économiques ou politiques, de la reconnaissance du caractère de victimes, du lieu d'où s'expriment experts, responsables politiques et leaders idéologiques, se dégage l'impression qu'il existe un ensemble d'événements traumatiques vécus par la société colombienne, apparemment difficiles à relier entre eux**, que ce soit à l'échelle nationale ou territoriale.

Il faut rappeler que le territoire national actuel n'a été pleinement constitué qu'à partir du début du XXe siècle, à la suite de la séparation de l'État de Panama en 1903, ce qui a été un traumatisme pour une partie des élites politiques andines (beaucoup moins pour les panaméennes). Evènements qui constituèrent une prise de conscience de la montée des intérêts américains dans ce pays, suite à la guerre hispano-américaine, et de l'isolement des élites andines du débat et de la scène internationale[3]. Les sécessions de l'Équateur et du Venezuela avaient déjà eu lieu à partir de 1830, période au cours de laquelle également d'autres frontières de ce pays avaient déjà étés redéfinies, pour un territoire qui à peine 15 ans plus tôt, sous le nom de Nouvel Empire de Grenade -: *s'étendait entre le territoire de Guayaquil et la Capitainerie générale du Venezuela, et entre l'Amérique portugaise et la Capitainerie générale du Guatemala*[4] :-. Du coup, on pourrait justement suggérer que cette question de délimitation territoriale est centrale, et non seulement dans les nombreuses guerres civiles qui ont lieu en Colombie jusqu'à la Grande Guerre, dite de los Mil días, mais aussi dans nombre de violences et de conflits typiques du XXe siècle. Conflits dont les racines reposaient sur des raisons de frontières agricoles, de colonisation paysanne, de territoires où fleurit, en s'imposant, l'illégalité, et de luttes idéologiques ou armées pour le contrôle local, régional, étatique et, bien sûr, avec l'appui forcé ou volontaire de la population.

** Nous pensons toutefois que tous ces éléments peuvent être reliés entre eux, permettant de bâtir une première hypothèse de travail, qui n'aura pas la prétention de présenter une interprétation définitive, mais simplement d'augmenter la compréhension du mythe et du traumatisme colombien. Cette hypothèse de travail, pour des raisons de place et de cohérence par rapport à la matière du présent article, fait l'objet de l'article qui suit, dans ce même volume : *Colombie, la transformation possible ?* (Guerra Vélez, Veneziani, 2024).

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

[...] se dégage l'impression qu'il existe un ensemble d'événements traumatiques vécus par la société colombienne, apparemment difficiles à relier entre eux , que ce soit à l'échelle nationale ou territoriale.

A LA RECHERCHE DES PREMIERS TRAUMATISMES NATIONAUX

En Colombie on célèbre deux fêtes nationales : le 20 juillet 1810, date à laquelle a eu lieu l'élection de la junte suprême de Santafé de Bogotá, composée de créoles éclairés pour créer un contre-pouvoir au gouvernement monarchique, et le 7 août 1819, date à laquelle a eu lieu l'affrontement qui a marqué le triomphe de l'Armée libératrice sur la Troisième Division de l'*Ejercito Pacificador o de Costa Firme*, la bataille de Boyacá. Cet étrange précédent de la célébration de ces deux fêtes suggère, d'une part, un malentendu quant à l'essence du fait le plus marquant de la révolution indépendantiste, d'autre part que le moment politique et le moment de guerre tendent à se juxtaposer et c'est ce qui se passera avec le manque de concorde nationale et les explosions de violence qui s'ensuivront. De ce fait, si l'on cherche à choisir entre l'un ou l'autre de ces deux événements comme fondement de l'identité nationale colombienne on risque de se tromper, car il faut toujours garder à l'esprit que les antagonistes, les combattants, étaient pour la plupart des personnes nées à Grenade et sur le territoire américain : l'aspect fondateur n'est pas l'absence de consensus sur l'ambition d'indépendance, mais plutôt le type de République souhaité. Ou, autrement dit, l'opposition entre ceux qui proposent un idéal de gouvernement tel que celui qui prévaut dans les nations qui ont cessé d'être soumises à l'autorité monarchique et ceux qui, sans s'opposer à cette option, soutiennent que ce processus ne devrait pas impliquer une rupture brutale avec le règne de Ferdinand VII.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

>> Guerre d'ampleur internationale, puisque des bataillons du Venezuela, de l'Équateur, du Guatemala et du Nicaragua sont présents. Ceux qui y participent ne défendent pas seulement les idées promues par deux partis politiques, le Libéral et le Conservateur, déjà institués, mais encore plus les intérêts de ceux qui les soutiennent et qui représentent des particularismes sociaux [...]

Une fois terminé le processus d'indépendance, vers 1823[5], la jeune nation doit panser ses blessures physiques et psychologiques. Et même si les insultes ne manquèrent pas vis-à-vis de ceux qui étaient qualifiés de traîtres à la cause révolutionnaire, les amnisties ou les accords faisaient généralement apparaître que tous les partis devaient être pris en compte dans la construction d'une nouvelle identité nationale. Mais malgré la paix, la joie et l'enthousiasme qui régnaient, des difficultés surgirent pour déterminer quel type de gouvernement, entre central et fédéraliste, répondait le mieux aux caractéristiques et aux processus socio-historiques qui caractérisaient cet État appelé Colombie. A ce débat se rajoutaient les ambitions personnelles, ou les plans géostratégiques, de plusieurs généraux qui exigeaient des compensations pour leur rôle dans les batailles de libération, en recourant à des accords ou à des ententes, tout en affichant également leur bellicosité. Ainsi, de telles difficultés, sans ignorer les divergences idéologiques dues à la monopolisation de l'État, au projet politique, à la structure du gouvernement, aux intérêts économiques y compris expansionnistes, seront parmi les causes de vingt guerres civiles (8 nationales et une douzaine de guerres civiles locales et régionales) qui ont suivi *el grito de Independencia* et ceci jusqu'à l'aube du XX^{e} siècle[6]. C'est précisément dans le passage d'un siècle à l'autre que se déroule peut-être la plus désastreuse d'entre elles, la *Guerra de los mil días (1899-1902)*. Guerre d'ampleur internationale, puisque des bataillons du Venezuela, de l'Équateur, du Guatemala et du Nicaragua sont présents.

Ceux qui y participent ne défendent pas seulement les idées promues par deux partis politiques, le Libéral et le Conservateur, déjà institués, mais encore plus les intérêts de ceux qui les soutiennent et qui représentent des particularismes sociaux qui se sont consolidés au cours des décennies et des guerres civiles précédentes, où des différenciations hiérarchiques de classe et ethniques surgissent au sein d'une même nation dont les frontières sont encore en voie de définition[7]. Ainsi, la *Guerra de los mil días* devint la plus coûteuse et la plus désastreuse ; et même si les chiffres proches de 100 000 victimes, avancés par de nombreux historiens, doivent être réévalués avec une tendance à la baisse, pas plus de 30 000, selon de récentes études démographiques[8], il s'agit néanmoins d'un carnage étant donné que le pays comptait 4,5 millions d'habitants.

>> Ainsi, l'importance de ce fait, également remémoré par la volumineuse œuvre fictive de notre seul prix Nobel de littérature, Gabriel García Márquez, dans son célèbre roman *100 años de soledad* [...]

Viennent ensuite environ trois décennies d'apaisement des esprits. Les anciens généraux cèdent la place aux gouvernements civils et les changements dans les hégémonies partisanes se produisent sans l'intervention des armes, ce qui montre que la Colombie est entrée dans un nouveau siècle et a repris le processus d'institutionnalisation. Cependant, il y a un fait qui passe inaperçu dans l'opinion, à peine abordé par les dirigeants nationaux, et auquel les forces de gauche naissantes accordent une grande importance en le récupérant ; dans les nuits des 5 et 6 décembre 1928, plusieurs ouvriers et des syndicalistes à peine débutants, alors qu'ils sont en pleine revendication de leurs droits face aux représentants locaux de la *United Fruit Company*, tombent sous les balles des soldats de l'armée nationale, qui avaient reçu l'ordre d'empêcher toute manifestation. Ce fait, survenu dans la municipalité de Ciénaga, département de Magdalena, représente le premier massacre d'inspiration anticommuniste sur tout le continent américain. Une des causes du massacre vient du fait que les communications entre les groupes de gauche colombiens et les émissaires bolcheviques progressent, et que le gouvernement conservateur, soutenu par les émissaires du monde des affaires des États-Unis, a clairement compris que les influences idéologiques de la Révolution russe pourraient faire obstacle à leurs aspirations capitalistes et impérialistes. Ainsi, l'importance de ce fait, également remémoré par la volumineuse œuvre fictive de notre seul prix Nobel de littérature, Gabriel García Márquez, dans son célèbre roman *100 años de soledad*, réside également dans le fait qu'il servira de référence, plusieurs décennies plus tard, à certains analystes et dirigeants de gauche pour indiquer qu'il s'agissait d'un autre traumatisme qui caractérise un nouveau cycle de violence.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy
© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

Laissant de côté, pour le moment, cette discussion sur les effets ultérieurs de l'épisode qui est mieux connu sous le nom de Massacre des bananières, il faut préciser que nous faisons référence à une Colombie qui, à cette époque, était clairement rurale, réalité qui n'a pas changé jusqu'aux années 1970. Ce qui signifie que, dans ce type de contexte, les affinités politiques et partisanes y ont donc une teinte majoritairement sociale, plus qu'idéologique, c'est-à-dire que le militantisme ou l'adhésion aux partis libéraux ou conservateurs n'obéissent pas à une décision mûrie et réfléchie, comme cela pouvait se produire au niveau de dirigeants de parti et de sympathisants alphabétisés, mais plutôt parce qu'on naît tout simplement sous une identité déjà définie par la domination historique que l'une ou l'autre communauté politique exerce dans un certain village, ville, zone ou région. C'est à dire qu'aux deux partis adhèrent les chefs de famille et par conséquent leurs épouses et leur descendance, ainsi que leurs obligés. Nous sommes face à un phénomène auquel se réfère le sociologue français et spécialiste de la Colombie Daniel Pecaut, avec plus de précision et de détails, en parlant des partis libéraux et conservateurs comme de -: *sous-cultures politiques*[9] :-. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'action des ainsi dits *Caciques* ou *Gamonales*[10], qui ne sont rien d'autre que ces dirigeants locaux, notables, ou dotés d'un certain pouvoir économique, qui profitent de leur ascendant pour armer ou opposer leurs prosélytes contre les armées du parti adverse, pour inciter, par exemple, à ne pas reconnaître le pouvoir d'un maire ou d'un représentant du gouvernement s'il appartient au camp adverse. Parmi eux, la plupart du temps, se trouvent les membres des ailes radicales du parti conservateur, qui a dominé le pays pendant près de 40 ans, qui refusent d'accepter les directives libérales, arrivés au pouvoir depuis 1930, notamment parce que dans de nombreux endroits, les idées progressistes avancées par les membres de ce parti contrastent avec les pratiques culturelles et religieuses

>> Généralement, la majorité des premières agressions sont attribuées aux adeptes de la communauté *azul*, couleur du parti conservateur, mais les bases *rouges* ne sont pas exemptes de crimes.
Ainsi, en quelques années, cette agitation finit par conduire à une nouvelle période significative de l'histoire du pays, qui se présente dans la mémoire collective comme l'ère de la *Violencia*, avec un V majuscule.

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

conservatrices. De querelles, menaces et affrontements, on passe à de véritables rondes contre la vie de ses rivaux politiques, faits pour lesquels les hautes directions de chaque parti portent la plus grande responsabilité puisque, utilisant principalement la presse, elles attisent les braises en déclarant que les militants et sympathisants du parti adverse sont les ennemis de la patrie. Généralement, la majorité des premières agressions sont attribuées aux adeptes de la communauté *azul*, couleur du parti conservateur, mais les bases *rouges* ne sont pas exemptes de crimes. Ainsi, en quelques années, cette agitation finit par conduire à une nouvelle période significative de l'histoire du pays, qui se présente dans la mémoire collective comme l'ère de la *Violencia*, avec un V majuscule.

Les libéraux conservent le pouvoir pendant un peu plus de trois décennies. Avec des hauts et des bas, certaines réformes politiques, économiques et sociales redynamisent le développement du pays. Mais en même temps, deux nouveaux courants émergent au sein de la famille libérale et l'unité partisane souffre de fissures, en plus d'accroître les différences entre le centre, tant géographique que politique, et les périphéries, donc, entre les élites nationales, qu'on pourrait définir de bourgeoisie créole ou urbaine, par rapport aux chefferies locales, proches de la ruralité. C'est dans le cadre de telles dichotomies que se renforce la candidature présidentielle du chef de l'un des deux courants libéraux, tandis que de nouvelles expressions politiques proches de la gauche s'installent. Il s'agit du dirigeant libéral qui marquera l'histoire du pays pendant une période importante, Jorge Eliecer Gaitán. Leader qui professe un populisme qui s'inscrit dans une tradition qui a marqué l'Amérique latine ; Gaitán est étranger à la lignée traditionnelle du parti ou à sa matrice plus institutionnelle, puisqu'il se considère comme le représentant direct des masses, d'où sa célèbre phrase -: *Je ne suis pas un homme, je suis un peuple* :-. Avec un pied dans le parti libéral et l'autre dans l'Union de la gauche révolutionnaire, mouvement qu'il a créé lui-même, en opposition à la tradition officielle libérale, peu apprécié par certaines organisations de gauche, comme le Parti communiste de Colombie (créé en 1930), le *Caudillo* suscite un enthousiasme sans précédent dans les couches populaires, en raison de son talent oratoire ainsi que de son charisme ; à l'opposé, il génère de la peur dans une partie du groupe dirigeant libéral et, évidemment, dans le parti conservateur.
Dans un premier temps ce sont les partisans de Gaitán qui ont subi les attaques des partisans conservateurs, ceci également à cause de la haine et de

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

l'animosité, devenues incontrôlables, en provenance des états-majors conservateurs. A ce stade, ni le leader lui-même, ni ses collaborateurs immédiats n'ont la capacité de protéger leur base de la violence qui a débordé contre eux (ni même de parvenir autant soit peu à la contenir). Ainsi, face à la division libérale, qui devient manifeste avec deux candidatures différentes à la présidence, le parti conservateur reprend les rênes du pouvoir en 1946[11], à ce dernier manquera, sans aucun doute, la volonté de mettre fin aux attaques de plus en plus évidentes contre les membres du mouvement gaitanista, en premier, et contre les autres militants libéraux, en second. Pour couronner le tout, vient le moment fatidique de cette période ; Gaitán est assassiné à Bogotá en avril 1948, ce qui provoque des scènes de colère et de destruction dans la capitale du pays, avant de devenir le préambule de cette violence qui se propagera dans plusieurs départements, avec une durée qui, selon les lieux, atteindra deux décennies.

Si, dans les guerres civiles du XIX[e] siècle, le combat est essentiellement mené par des armées qui agissent parce qu'elles défendent ou proposent une idée de nation et de pouvoir politique[12], lors de la Violence l'affrontement initial oppose des civils qui déclarent appartenir au parti libéral ou au parti conservateur, même s'il y a eu aussi de nombreux cas où des colonnes de l'armée du gouvernement conservateur ont attaqué des groupes de libéraux, d'une part, ou des escadrons de police, liés au parti libéral, qui à leur tour s'en sont pris à des partisans conservateurs, d'autre part. Faits à prendre en compte, au-delà de toutes analyses académiques, survenues plus tard, ayant mis en évidence les facteurs économiques et stratégiques qui ont contribué à ce nouveau traumatisme. On ne peut donc pas parler d'un seul responsable, ni même de deux - dirigeants et bases des partis libéraux et conservateurs -, mais plutôt de toute la société colombienne qui doit assumer sa dette, soit par action, soit par omission[13]. On ne peut pas non plus parler de *simples meurtres*, car s'il y a quelque chose d'évident dans cette Violence, c'est bien la mise en œuvre de modes opératoires cruels, visant à déshonorer ou réduire à néant l'adversaire. En d'autres termes, les meurtres avec des armes à feu ne suffiront pas, mais il en faudra également par des machettes, des couteaux et tout autre type d'objets utiles à tuer, aussi bien un membre ou un partisan présumé d'un camp ou de l'autre, que ses épouses, mères ou enfants. La torture, ainsi que les sévices sur les corps des cadavres, qui sont exposés le long des routes ou dans des lieux où ils seront visibles par les communautés, ont pour but de prévenir l'ennemi présumé, ses familles ou ses voisins de ce à quoi ils s'exposent. De cette manière, entre les homicides (dont des membres du clergé), les massacres, les tortures et les escarmouches, les violences laissent un bilan de plus de 100 000 morts, des centaines de veuves, d'orphelins et un grand nombre de déplacés. La conséquence en sera des changements démographiques et socio-économiques, qui ont accéléré l'urbanisation du pays, au point de concerner plus de 60% de la population, rejoignant les grandes capitales et les villes moyennes.

» [...] au-delà de toutes analyses académiques, survenues plus tard, ayant mis en évidence les facteurs économiques et stratégiques qui ont contribué à ce nouveau traumatisme. On ne peut donc pas parler d'un seul responsable, ni même de deux - dirigeants et bases des partis libéraux et conservateurs -, mais plutôt de toute la société colombienne qui doit assumer sa dette, soit par action, soit par omission.

LE *FRENTE NACIONAL*, UNE RÉCONCILIATION RATÉE

Alors que, au XIX[e] siècle, la façon de mettre fin à une guerre civile au niveau national ou départemental consistait dans l'arrivée au pouvoir du parti ou du groupe vainqueur, ainsi que la rédaction d'une nouvelle Constitution, au XX siècle le mécanisme pour interrompre la Violence se base sur un accord conclu entre les deux principaux dirigeants des partis Libéral et Conservateur. Par *Frente Nacional*, on désigne un arrangement politique qui met en pratique l'alternance du pouvoir présidentiel tous les quatre ans et qui prévoit la répartition des postes de pouvoirs publics de manière quasiment égale pour chaque parti.

De cette manière, ce pacte met fin à un cycle de violence, et en même temps arrive à contenir un éphémère coup d'État militaire, en 1953, promu par certains membres du parti conservateur contre la gestion du pays faite par un président sorti de leurs propres rangs. L'expérience militaire sans lendemain témoigne bien cette tradition légaliste du pays, contrairement à d'autres exemples en Amérique du Sud où ont prospéré des dictatures militaires.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy
© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

Le *Frente Nacional*, qui va - officiellement - de 1958 à 1974, mais qui de fait dure encore une bonne décennie de plus, a eu comme principaux effets la réactivation de l'économie, les phénomènes d'urbanisation, la diminution significative des taux de violence et, au final, un répit marqué par la paix. Cependant, comme on l'avait anticipé plus haut, depuis les années 1930 de nouvelles forces politiques étaient apparues et à cela se rajoute une rupture entre la campagne et la ville, clairement plus marquée dans certaines zones et régions que dans d'autres.
C'est précisément dans ce laps de temps que ces ruptures, accompagnées de nouvelles dynamiques nationales et internationales, favorisent l'émergence de guérillas communistes ou de gauche, ainsi que l'apparition de toute une lignée de jeunes universitaires et de groupes d'intellectuels qui, avec des arguments historiques et idéologiques, luttent contre les idées, les arrangements et les manipulations que les élites politiques et économiques ont imposés au pays.
Parallèlement, se produisent des réarrangements politiques, au sein des deux partis traditionnels, et d'autres acteurs sociaux, tels que les syndicats et les milieux associatifs, qui font émerger de nouveaux leaderships, pendant que, dans des zones éloignées des principaux centres urbains, économiques et décisionnaires du pays, se manifestent de nouvelles flambées de violence.
C'est dans ces endroits précis :

- ceux où l'État ne parvient pas à arriver, ni avec les services publics ni avec les organismes nécessaires à sa légitimité ;
- là où il ne parvient pas à imposer son autorité en matière d'impôts, de contrôle, d'ordre et de présence effective ;
- où la frontière agricole a de grandes ressources cachées, car il y a beaucoup de montagnes et de jungles (où se sont installés d'anciens guérilleros libéraux ayant joué un rôle de premier plan pendant la Violence, ainsi que des groupes de colons qui l'ont fuie ou qui ont cherché une meilleure fortune) ;

» Le *Frente Nacional*, qui va - officiellement - de 1958 à 1974, mais qui de fait dure encore une bonne décennie de plus, a eu comme principaux effets la réactivation de l'économie, les phénomènes d'urbanisation, la diminution significative des taux de violence et, au final, un répit marqué par la paix.

» En gros, c'est dans ce contexte d'État faible et de démocratie imparfaite que la sous-culture du trafic de drogue trouve son meilleur terrain, un phénomène qui conduit progressivement à l'érosion sociale et à la violence qui continue de caractériser la Colombie jusqu'à aujourd'hui.

que se génèrent de nouvelles dynamiques sociales et économiques, dont beaucoup sont propices à la contrebande et aux économies illégales.
C'est également et précisément dans ces régions que se sont formés les premiers groupes d'autodéfense paysans, guidés par des idées de gauche, qui se sont transformés en Forces armées révolutionnaires de Colombie – FARC[14].
Dans ces mêmes années, nait l'Armée de Libération Nationale-ELN, avec un discours qui non seulement aborde les questions agraires, mais s'harmonise également avec les problèmes urbains, profitant de l'inaction de certaines élites créoles qui servent les intérêts de la pieuvre nord-américaine et du capitalisme. Inspiré par la Révolution cubaine et certaines idées du libéralisme progressiste de l'époque, auquel il associe une dose de christianisme basé sur la théologie dite de la libération, l'ELN parvient à attirer de jeunes étudiants universitaires, ainsi que des hommes et des femmes proches d'institutions religieuses de l'ordre catholique. Et c'est encore dans les zones montagneuses d'un pays rural, non seulement dépeuplé par la violence mais qui gardera encore des milliers de kilomètres vierges et déconnectés, que l'ELN forme ses premières colonnes afin de préparer ce qui devrait être l'avant-garde d'une nouvelle révolution nationale[15].
Avant la fin des années 1960, le pays comptait déjà trois guérillas, car la division du communisme international a eu des effets également en Colombie, avec la création de l'Armée Populaire de Libération (EPL)[16], d'obédience maoïste ; une décennie plus tard, émergeront d'autres guérillas avec une vocation nationale ou régionale. Mais il est indéniable que le *Frente Nacional* avait réussi à apaiser le pays, et les actions les plus violentes sont principalement liées à la réponse logique d'un État qui cherche à imposer son pouvoir légitime sur un territoire qu'il n'a jamais réussi à contrôler complètement, en envoyant ses forces armées combattre les guérillas. Si parfois leur stratégie va presque jusqu'à les anéantir, la manière dont elles parviennent à réapparaître tel un phénix signifie que tout

ne pouvait pas être combattu par les armes car, dans cette régénération, d'autres éléments devaient bien rentrer en compte.
Ainsi, malgré le *Frente Nacional*, le bipartisme ne parviendra pas à monopoliser toutes les loyautés partisanes ni à répondre aux nombreuses revendications d'un pays transformé, grandi et diversifié. Il ne faut pas juste voir dans ce phénomène une unité nationale en suspens, mais davantage le fait que les différences et les dynamiques économiques, démographiques et politiques présentaient un dysfonctionnement entre le centre et certaines périphéries, entre un axe formé autour des villes des hauts plateaux et des cordillères, par rapport à des zones côtières et de jungle négligées et presque oubliées, entre des classes privilégiées et une grande majorité de la population exclue des bénéfices apportés par la modernisation et le développement et en même temps discriminée. C'est dans ces fractures que s'amplifient les propositions rebelles et transformatrices proposées par les groupes de guérilla, de gauche et d'autres expressions organisationnelles qui émergent dans les champs et les villes. Mais c'est aussi dans ces fractures que se réorganisent et agissent en secret d'autres formes d'interactions économiques et sociales liées à la contrebande, à l'économie informelle et à l'émergence de cultures à des fins autres que la production alimentaire et agricole. En gros, c'est dans ce contexte d'État faible et de démocratie imparfaite que la sous-culture du trafic de drogue trouve son meilleur terrain, un phénomène qui conduit progressivement à l'érosion sociale et à la violence qui continue de caractériser la Colombie jusqu'à aujourd'hui.
En fonction de leur présence sur le territoire, ainsi que des dynamiques socio-économiques, la force militaire des groupes de guérilla, pour attaquer le régime et le mettre en difficulté, changera de manière permanente. La même chose se produira avec l'État, qui adaptera également sa stratégie afin de contrer la capacité de nocivité et les stratégies de tel ou tel groupe de guérilla. Et en ce qui concerne ces derniers, et même si cela peut paraître paradoxal, ce ne seront pas les FARC qui, initialement et au moins jusqu'à quasiment la fin du siècle, provoqueront la plus grande alerte au sein des différents gouvernements.
En cela, ils seront dépassés par les actions de l'EPL, d'abord, de l'ELN, ensuite, et enfin du M-19, le groupe qui réalisera les actions les plus spectaculaires. Les actions des FARC sont plutôt lentes et un peu éloignées de celles d'autres groupes qui ont mis en œuvre des formes de lutte plus frontales et qui parviennent à captiver davantage de jeunes dans les villes, désireux de transformer le monde immédiatement. Cependant, ce seront précisément les FARC qui deviendront finalement la guérilla la plus répandue sur tout le territoire et la plus nombreuse en nombre de combattants. Pour couronner le tout, c'est dans le mythe fondateur que cette guérilla parvient à créer par rapport à ses origines, que se forgera au fil du temps un concept qui finira par peser dans la définition de la violence qui se produit en Colombie, le concept ou l'expression *Conflicto Armado Interno*[17] *(Conflit armé interne)*.

» Il ne faut pourtant pas croire que leur situation était simplement celle de victimes. C'est précisément dans ce discours qu'ils renouvellent, et que l'on peut mieux comprendre, une partie de leur propre *mythe constitutif*.

Certains soulignent que dans le discours que les FARC ont prononcé lors de l'instauration des dialogues menés avec le gouvernement conservateur d'Andrés Pastrana Arango entre 1999 et 2002, ils ont gâché l'opportunité politique de se présenter face à l'opinion publique parce qu'ils étaient dépourvus d'un projet politique pour le pays et qu'ils préféraient se contenter de présenter une série de revendications et de plaintes sur la responsabilité des élites nationales dans le débordement du conflit et la naissance même des FARC vers 1964.
Il ne faut pourtant pas croire que leur situation était simplement celle de victimes. C'est précisément dans ce discours qu'ils renouvellent, et que l'on peut mieux comprendre, une partie de leur propre *mythe constitutif*. C'est que, pour ce groupe guérillero, les bombardements qui ont touché les habitants qui formeront leurs premières bases et troupes sont le point de départ de la construction d'un projet plus vaste, et surtout politique. C'est à la suite de ces attaques, de l'extermination de leurs animaux de compagnie (vaches, mules, poules, chiens...) et des dommages causés à leurs cultures de subsistance ou vivrières que les FARC justifient les raisons de leur soulèvement armé et l'origine de leur méfiance en un État qui leur a déclaré la guerre et qui a en même temps accueilli avec satisfaction la proposition déraisonnable d'un dirigeant conservateur de bombarder les prétendues *Républiques Indépendantes*, qui n'étaient rien de plus que des hameaux et des zones relativement nouvelles de colonisation agricole, qui ne constituaient en aucun cas de véritables enclaves menaçant l'intégrité de la nation. Mais la guerre froide et la lutte contre le communisme ont des informateurs en Colombie et aux États-Unis, donc une partie de la direction politique est consciente que depuis la période de la Violence, le Parti communiste a formé des groupes de paysans en vue de les organiser comme une arrière-garde naissante, inscrivant ainsi également dans cette logique l'attaque contre ces soi-disant *républiques*.

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy
© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

LA GUERRE DU NARCOTRAFIC ET/OU CONTRE LE NARCOTRAFIC
A PROPOS DU TRAUMATISME CONTEMPORAIN ET DES ENNEMIS INTÉRIEURS ?

Face à un phénomène dont le traitement et la responsabilité dépassent les frontières nationales, qui de par sa complexité nécessite un afflux d'analyses, soudainement comparatives, notre intention est d'énumérer ce que nous considérons comme les faits principaux, en les plaçant ou en les comprenant dans leur contexte, pour permettre aux lecteurs de discerner sur la manière dont ce type d'économie, sinon de sous-culture, a fini par imprimer sa marque sur la société colombienne et par ce biais sur l'économie mondiale.
La Colombie de la première moitié des années 1980 présente plusieurs caractéristiques distinctives, dont seulement quelques-unes sont évoquées ici. L'enseignement public s'est généralisé, le travail salarié s'est consolidé, les campagnes ont connu des processus d'améliorations technologiques, les économies du café, des mines et du pétrole ont permis d'augmenter les exportations et les revenus. Du côté des deux partis traditionnels, leur professionnalisation a commencé tandis que l'appareil d'État se bureaucratise. Mais, en même temps, les ceintures de pauvreté deviennent plus visibles malgré les politiques de construction de logements sociaux. L'industrie textile, un des moteurs de l'industrie nationale, est affectée par l'entrée massive de textiles en provenance de Chine et d'autres pays asiatiques et à des prix contre lesquels les marchands nationaux ne peuvent rivaliser. Quant aux groupes de guérilla, ils ont augmenté le nombre de leurs combattants ainsi que la quantité et la qualité de leurs armes. Au milieu de tout cela, l'économie du trafic de drogue s'est consolidée et a impliqué davantage de personnes et de secteurs dans sa propagation incontrôlable. Si le trafic de drogue s'était déjà renforcé depuis la décennie précédente avec les premières cultures de marijuana dans des zones reculées et surtout peu étendues de la géographie nationale, les groupes de contrebandiers et de trafiquants de drogue ont commencé à connaître de grandes transformations lorsqu'ils ont également commencé à participer à un marché qui génère bien plus de profits, celui de la cocaïne. Principalement cultivée et transformée au Pérou ou en Bolivie, les trafiquants de drogue colombiens ne vont pas seulement se contenter de la commercialiser et de l'exporter mais entament une véritable industrialisation, en construisant des pistes pour l'atterrissage et le décollage des petits avions, en installant des laboratoires pour la transformation de la feuille de coca et en promouvant la culture à grande échelle de la plante de coca ; tout cela, bien sûr, dans les zones sauvages du pays comme la jungle ou à la frontière des zones agricoles et de cultivation, où l'économie alimentaire vivrière est supplantée par des cultures qui laissent de meilleurs dividendes aux agriculteurs.
Dans ce processus initial, les trafiquants de drogue sont confrontés à un dilemme : soit négocier avec les groupes de guérilleros qui contrôlent certaines de ces zones, soit les affronter en créant des armées privées à leur service, une tactique qui finira par s'imposer. La situation est cependant complexe puisque, dans leur objectif d'extension, les possibilités pour les trafiquants de drogue ne dépendront pas seulement du groupe de guérilla avec lequel ils parviennent à s'entendre ou non, mais aussi des caractéristiques de la zone dans laquelle ils cherchent à développer leur entreprise, incluant les profits et les avantages que chacun peut obtenir. Ainsi, pendant que les trafiquants de drogue recherchent des zones difficiles d'accès pour l'armée ou la police qui marchent déjà sur leurs traces, les guérilleros ont besoin d'argent pour acheter des armes, étendre leur appareil militaire et préparer leur révolution.

>> Dans ce processus initial, les trafiquants de drogue sont confrontés à un dilemme : soit négocier avec les groupes de guérilleros qui contrôlent certaines de ces zones, soit les affronter en créant des armées privées à leur service, une tactique qui finira par s'imposer

Mais, bien entendu, tout le territoire n'est pas occupé par les guérilleros. Il y a des endroits où existent encore d'anciens et nouveaux propriétaires terriens, désireux de continuer à accumuler des terres et des fortunes, ou d'autres affaiblis par les crises qui affectent l'économie traditionnelle - à commencer par le café, premier produit d'exportation qui, après le bref boom jusqu'en 1986, perd du poids sur le marché international -, ou enfin ceux qui recherchent des alternatives afin de maintenir leur rythme de vie.
Dans la logique de ce marché qui nécessite des produits chimiques, des moyens de transport, des transactions bancaires, le soutien de spécialistes et surtout de main d'œuvre, d'autres acteurs vont finir par rentrer, certains armés, d'autres pas. On trouvera également certains fonctionnaires des différentes entités de sécurité de l'État, des différentes branches du pouvoir public, ainsi que des membres de la classe politique. Et surtout, des jeunes des quartiers populaires sans grandes attentes sur l'avenir ou qui voient simplement dans leurs relations avec les trafiquants de drogue la promesse de s'enrichir à bon compte ; cependant c'est avec leur propre vie qu'ils finiront par payer cette décision imprudente. C'est

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy
© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

donc précisément dans la lutte contre ce nouveau fléau ou, au contraire, dans l'intérêt du maintien de cette sorte de *sous-culture* et d'économie souterraines qui ont envahi le pays, que se produit l'affrontement entre politiciens de tous bords ; que surgissent tous types d'organisations et d'entités qui aspirent à donner un peu de dignité et de décorum à une démocratie en crise et qui s'accroche, qui font face à des structures armées qui n'abandonnent pas leur dessein de contrôler cet autre aspect de l'accumulation capitaliste. C'est dans ces logiques de ce marché que se réorganisent les différents intérêts idéologiques, politiques et idiosyncrasiques.

» C'est donc précisément dans la lutte contre ce nouveau fléau ou, au contraire, dans l'intérêt du maintien de cette sorte de sous-culture et d'économie souterraines qui ont envahi le pays, que se produit l'affrontement entre politiciens de tous bords ; que surgissent tous types d'organisations et d'entités qui aspirent à donner un peu de dignité et de décorum à une démocratie en crise (...)

Les trafiquants de drogue se sont organisés en cartels, ce qui implique une concurrence féroce pour le contrôle du marché, ce qui se traduit par des représailles et des vengeances. La classe politique n'est pas étrangère à cette dynamique puisque plusieurs de ses membres recourent à l'argent du trafic de drogue ou établissent des relations directes avec les barons de la drogue cherchant à obtenir des rendements politiques, gagner des élections, imposer leurs idées. En cela, certains ne cachent pas leurs comportements aberrants contre les adversaires et opposants politiques et idéologiques, et cela ajouté à une guerre de plus en plus ouverte entre des groupes de trafiquants de drogue et de propriétaires terriens contre des guérilleros qui dépassent toutes limites dans leurs actions. Tout ceci finissant par constituer ce cocktail qui produit des milliers de victimes et que l'on appellera communément la guerre contre ou du trafic de drogue. La difficulté de la préposition n'est pas du tout anodine ; elle trouve sa raison autant dans les actions entreprises par l'État, le gouvernement et la société contre ce phénomène, que dans la réponse du trafic de drogue mais aussi du pouvoir légal et légitime, contre la démocratie. Cette contradiction reflète la manière dont la société elle-même vit ses propres contradictions et

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

» (...) la légalité, l'audace, l'autonomie et l'intelligence ont toujours végété à côté de l'avidité, de l'opportunisme, de l'intolérance et de l'irrationalité.

guerres internes, et au fait que cette dernière ne sait pas (ou ne veut pas) choisir entre ce qui serait convenable de faire et le pragmatisme illusoire entretenu par ce fléau.

Depuis le milieu des années 1980, les gouvernements avaient décidé d'entamer un premier processus d'ouverture démocratique afin de répondre à l'exclusion dont une partie de la population se sentait touchée. À cette fin, différents dialogues se déroulent, avec les guérilleros et les milices du pays qui déclarent agir au nom de cet autre pays oublié dans les propositions des deux partis traditionnels. Le résultat de ces premières rencontres est que la participation de nouvelles forces politiques aux processus électoraux est validée.

L'inconvénient est qu'au sein de la classe politique, certains n'y ont vu que l'opportunité tant attendue par les organisations de la guérilla de prendre le pouvoir, car cela fait partie de la stratégie de combinaison de toutes les formes de lutte. Mais avec succès ou échec, toutes les organisations participent à ces scénarios de paix.

Or, nous venons de le dire, la guerre *contre (ou du)* le trafic de drogue n'épargne rien ni personne. Des menaces et des premiers assassinats sélectifs de la part de tueurs à gages entraînés par des mercenaires internationaux, nous passons aux assassinats, massacres et attaques à la dynamite. L'assassinat en 1984 de celui qui était alors ministre de la Justice n'est que le préambule d'une séquence qui se termine en 1990 avec l'assassinat de trois candidats à la présidentielle, attribué au trafic de drogue en association avec des groupes et des dirigeants politiques. Cette séquence ne sera, d'ailleurs, qu'un premier cycle, d'autres s'ensuivront. Durant cette période, des centaines de militants de gauche, des dizaines de syndicalistes, des dirigeants libéraux et conservateurs, des défenseurs des droits de l'homme et des membres des agences de sécurité de l'État ont également péri. De même, le nombre de victimes des bombes attribuées à ces myriades de clans, de familles et de patrons réunis dans le célèbre cartel de Medellín explose. Et c'est précisément dans cette ville, pour ne citer qu'un exemple, bien que le plus pertinent, que les taux d'homicides, principalement parmi les jeunes de 15 à 30 ans, atteignent des chiffres inimaginables.

Cependant, ce qu'il faut souligner, c'est qu'il y a une correspondance directe entre la guerre dont on parle et la manière dont est inculquée la logique de

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

résolution des conflits. Cela passe par une rhétorique sur l'esprit travailleur et la construction des solidarités, alors que, dans la réalité, la légalité, l'audace, l'autonomie et l'intelligence ont toujours végété à côté de l'avidité, de l'opportunisme, de l'intolérance et de l'irrationalité.

Ce que l'on pourrait appeler ce premier cycle de violences directement liées au trafic de drogue se clôt selon nous par deux moments. Le premier tient à la promulgation d'une nouvelle Constitution en 1991, et comme cela a été mentionné au début de cet article, les constitutions sont le résultat de changements de pouvoir ou de dynamiques belliqueuses. En revanche dans ce cas précis on peut dire que la classe politique, à laquelle s'ajoutait désormais un mouvement de guérilla qui avait accepté la paix (exemple suivi par trois autres organisations après elle), répondit à l'appel au changement politique lancé par les jeunes étudiants universitaires et par des politiques de diverses tendances idéologiques, dans le but de répondre aux conditions d'un pays et d'un monde qui avaient changé. La Nouvelle Charte visait également à mettre un terme à la guerre que le trafic de drogue menait contre l'État et c'est pourquoi la non-extradition des nationaux y a été instaurée. Pendant des années, les trafiquants de drogue ont justifié leurs actions terroristes comme une réaction à l'accord juridique que la Colombie avait signé avec les États-Unis[18], qui demandaient l'extradition de ceux qui avaient des problèmes avec leur système judiciaire. C'est dans ce cadre que s'insère le deuxième moment : la guerre fut aussi une vengeance de Pablo Escobar contre cette poignée de dirigeants encore sensés qui avaient freiné ses ambitions politiques, et qui payèrent cela de leur vie. De plus, il ne faut pas négliger le fait que cette violence était intrinsèquement liée à la manière employée pour dominer un marché illégal. Même quand le *chef suprême* et ses principaux lieutenants décidèrent de se soumettre à la justice colombienne, leurs activités criminelles perdurèrent, allant jusqu'à tourner la justice en dérision, comme en s'évadant d'une prison qui, à l'origine, avait été construite selon leur bon vouloir. Cependant, ce fut bien cet acte qui scella sa propre condamnation à mort, en décembre 1993, en marquant donc une nouvelle étape de ce cycle.

La liquidation du *chef suprême* du cartel fut l'aboutissement d'une lutte ouverte à laquelle le gouvernement colombien se décida enfin de prendre part, soutenu par les États-Unis et bénéficiant de la collaboration aussi bien d'anciens associés du défunt que d'adversaires issus d'autres cartels ; ce furent ces derniers qui fournirent les renseignements et, sans doute, les hommes pour traquer, torturer, assassiner ou reconvertir certains de ses lieutenants, entraînant ainsi le démantèlement de la structure clandestine de Medellín à partir de ses propres fondations[19]. Pourtant, ce qui était considéré comme la fin des grands cartels, étant donné qu'en parallèle s'étaient déroulées la capture ou la reddition à la justice des chefs de l'autre grand cartel colombien, le cartel de Cali, s'avéra n'être qu'un mirage masquant un phénomène de plus en plus complexe, impliquant un nombre croissant d'acteurs et qui, qu'on l'admette ou non, était le vecteur qui permettait au pays de soutenir en grande partie son économie. Soutien à l'économie par le blanchiment d'argent, le boom de la construction et l'essor accéléré de l'économie informelle, à travers laquelle circulaient d'énormes quantités d'argent. De surcroît, ce contexte permettait, en même temps, aux factions paramilitaires de renflouer leurs caisses en prélevant des taxes auprès des cultivateurs et trafiquants de cocaïne, et aux nouveaux clans et parrains de la drogue, la possibilité d'étendre leurs tentacules[20].

» Pendant des années, les trafiquants de drogue ont justifié leurs actions terroristes comme une réaction à l'accord juridique que la Colombie avait signé avec les États-Unis , qui demandaient l'extradition de ceux qui avaient des problèmes avec leur système judiciaire.

LA GUERRE DES FARC, LES PARAMILITAIRES, L'ETAT

Ce cycle de violence qui se terminait avec la mort de celui qui était alors l'ennemi public n°1 en Colombie, et au moment où s'ouvrait un nouveau cycle d'ordre politique suite au changement constitutionnel, présente un paradoxe : la décision du gouvernement de l'époque de détruire la zone protégée où résidaient les hauts commandants des FARC, le 9 décembre 1990, jour précis de l'élection de l'Assemblée nationale constituante, représente le prologue d'un nouveau cycle de violence. Par ailleurs, à ce désastre militaire s'ajoutait le fait qu'à partir de 1993 les FARC allaient adapter leur stratégie armée à l'objectif de conquérir le pouvoir[21]. La dimension paradoxale tient au fait que cette organisation avait été, peut-être, celle qui, par le dialogue, avait le plus contribué à l'idée de paix en donnant vie au Mouvement politique de l'Union patriotique. Cependant, le génocide politique dont furent victimes ses militants l'éloigna progressivement de cette alternative de réconciliation, fait marquant de cet éloignement, la rupture avec le Parti communiste.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy
© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

Dans cette nouvelle logique guerrière, les FARC trouvèrent dans leur alliance avec l'économie du narcotrafic le meilleur moyen de disposer d'un appareil de guerre capable d'attaquer non seulement des bataillons entiers de l'armée, mais aussi ses corps d'élite, établissant ainsi un rapport de forces relativement équilibré face à l'État. Mais cette guérilla n'était pas la seule à tirer profit ou à s'impliquer dans cette économie ; dans le camp opposé cela passe à travers l'argent illicite utilisé dans la campagne ayant permis l'élection présidentielle d'un des candidats libéraux de l'époque, et surtout avec le renforcement des groupes paramilitaires et des escadrons de la mort qui semaient la désolation depuis la fin des années 80, et qui cherchaient également à s'imposer en tant qu'armées dans un premier temps, et comme options politiques par la suite.

Une nouvelle guerre, ou la précédente, mais sous un déguisement différent : elle recouvre bien plus de régions et de localités à travers tout le territoire national, y compris certaines qui deviendront malheureusement célèbres, à travers les massacres, les décapitations ou les mutilations à la tronçonneuse, perpétrées par les paramilitaires ; à travers les représailles, les projectiles de gaz lacrymogènes lancés sans discernement et les attaques disproportionnées de la guérilla ; à travers l'inaction ou l'implacable indifférence de l'armée, débordée par tant de fronts, ou, pire encore, selon les ordres de sa hiérarchie, choisissant de prendre fait et cause pour l'un des camps, collaborant avec lui ou restant impassible face à la terreur qu'il impose aux populations civiles et à ces territoires privés de toute dynamique institutionnelle, mais pas de toute activité économique.
C'est dans les zones où sont cultivés coca, pavot et marijuana ; là où se trouvent pétrole, gaz, or, émeraudes ou charbon, ou encore les grandes productions de bananes et d'autres cultures ; où sont prévus des projets hydroélectriques, agro-industriels et touristiques à grande échelle ; où sont les routes, les sentiers ou les couloirs où circulent les armes, la contrebande, la drogue et même les personnes en fuite ou en quête de nouveaux rêves, que guérillas, paramilitaires et ceux que l'on nomme aujourd'hui Bandes Criminelles, Groupes Délictueux Organisés,

>> Ce cycle de violence qui se terminait avec la mort de celui qui était alors l'ennemi public n°1 en Colombie, et au moment où s'ouvrait un nouveau cycle d'ordre politique suite au changement constitutionnel, présente un paradoxe.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

>> Enfin, certains considèrent plus pertinent de les comprendre comme le fruit d'une alliance entre narcotrafiquants, notables, élus locaux, grands propriétaires terriens et quelques membres des forces armées ou de police, qui déshonorent leurs institutions.

Groupes Armés Organisés, Dissidents, vont déployer stratégiquement leurs fronts et leurs colonnes.
Certaines études suggèrent que l'origine des premiers groupes paramilitaires coïncide avec la période de la Violencia, lorsque des chefs politiques et des notables de certaines régions ont favorisé la création de bandes chargées d'éliminer toute opposition politique ou toute contestation sociale. D'autres analyses, en revanche, avancent que les paramilitaires sont le produit de politiques gouvernementales coordonnées avec les États-Unis, dans leur croisade contre les projets révolutionnaires et communistes. Enfin, certains considèrent plus pertinent de les comprendre comme le fruit d'une alliance entre narcotrafiquants, notables, élus locaux, grands propriétaires terriens et quelques membres des forces armées ou de police, qui déshonorent leurs institutions[22]. Cette troisième hypothèse nous paraît la plus crédible pour appréhender la dynamique paramilitaire du milieu des années 1990. Face au pouvoir que les FARC s'apprêtaient à exercer, beaucoup craignaient que l'État et son armée ne soient incapables d'enrayer leur progression. Cette inquiétude s'accompagnait d'un rejet marqué de tout ce qui pouvait évoquer la gauche ou formuler des revendications en faveur des droits humains, sociaux et économiques. Dans leurs diatribes, lorsque, en 1997, les différents groupes paramilitaires décidèrent de fusionner au sein d'une structure nationale unique baptisée *Autodéfenses unies de Colombie* (AUC), leurs dirigeants expliquèrent qu'ils s'étaient armés en réaction aux exactions et aux violences commises par la guérilla dans certains territoires et à l'encontre de segments ciblés de la population.
S'il est vrai que les premières personnes touchées par l'action violente des guérilleros sont des éleveurs, des industriels ou des personnalités de certaines régions du pays, ce raisonnement les amène surtout à faire du tort aux paysans ordinaires et aux populations innocentes dont le seul péché est de travailler ou de vivre dans les zones qui ne sont pas sous leur contrôle total ou cessent de l'être.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

Il s'avère donc que les paramilitaires reproduisent également un discours de victimes face à l'incapacité de l'État de freiner les guérillas. Cette harangue est celle à laquelle finissent par se rallier de nombreux autres secteurs qui expriment également leur mécontentement à l'égard des guérillas, et qui se laissent convaincre par de nouvelles promesses en termes de sécurité, de développement, d'ordre nouveau, ou qui cèdent aux menaces ou aux changements de conditions qui leur sont imposées. Mais le paramilitarisme n'est en fait que la pointe d'un iceberg aux connotations politiques. En effet, leurs armées non seulement se présentent comme les nouveaux défenseurs des populations où elles s'implantent, mais en quelques mois elles parviennent à contrôler la libre circulation des habitants, à imposer leur propre loi et même à désigner les autorités civiles et politiques conformes à leur vision du pays. Dans cette expansion qui s'étend sur toute la Colombie, non seulement pour affronter les FARC ou l'ELN, mais aussi pour appliquer la maxime maoïste de *priver le poisson de son eau*, elles commettent les crimes les plus atroces contre ceux qu'elles estiment être des *guérilleros déguisés en civils* : des paysans, leaders sociaux, défenseurs des droits humains, intellectuels, journalistes, et la liste est interminable.

Nombreux sont ceux qui prétendent que c'est grâce à ce qu'on a appelé le *Plan Colombie*, un programme d'aide financière et militaire offert par les États-Unis pour lutter contre la production et les cultures de cocaïne, mais qui en fait a été utilisé comme stratégie contre-insurrectionnelle, que l'on a pu freiner les efforts des FARC pour prendre le pouvoir par des moyens armés. Cette thèse est à la fois vraie et fragmentaire puisque c'est aussi l'action paramilitaire qui aboutit, d'elle-même, à l'érosion du soutien ou des liens que tant les FARC que l'ELN entretenaient avec leurs bases sociales potentielles.
Il s'agit d'actions qui affectent également le travail de nombreuses organisations sociales et mouvements politiques, à cause de la terreur et des menaces. Par ailleurs, avec ou

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

sans le Plan Colombie, il est manifeste que la lutte pour le contrôle territorial et pour les objectifs idéologiques et économiques engendre un déplacement forcé de populations, là où se produit l'affrontement entre guérillas et paramilitaires (et avec eux les forces armées), comme ce fut le cas durant *La Violencia*. Déplacement qui redéfinit les interactions sociales et politiques dans certains territoires, avant tout les quartiers populaires des principales capitales, où des blocs paramilitaires, qui ne sont rien d'autre que des bandes criminelles ou des groupes liés à d'anciennes structures du narcotrafic, opèrent sous le nom de milices et qui imposent leur autorité en affrontant les structures de la guérilla (elles-mêmes agissant sous le nom de milices).

» Il s'avère donc que les paramilitaires reproduisent également un discours de victimes face à l'incapacité de l'État de freiner les guérillas.

A la fin du XX[e] siècle, les chiffres relatifs aux violences commises sont assez décourageants et le seul espoir vient des négociations de Paix qu'un nouveau gouvernement entreprend une fois de plus avec les FARC. Alors que pour une bonne partie du pays c'est un synonyme de future réconciliation et paix, pour un secteur plus proche de l'extrême droite, plus proche du monde des propriétaires terriens et en accord avec certains membres de l'establishment militaire, ce qui se négocie c'est la capitulation du pays. L'exercice inauguré par ce qu'on a appelé les dialogues de Caguán[23], où des milliers de personnes se rendront pour présenter des propositions et des revendications au nom d'innombrables organisations sociales et politiques de Colombie, était encore totalement inédit à ce moment-là.
Cela se produit au moment même où, à la suite d'un changement constitutionnel, émergent de nouveaux dirigeants et de nouvelles forces, certains accédant même aux gouvernements municipaux et départementaux. A cause de cela les paramilitaires, et avec eux les secteurs qui les soutiennent, sont plutôt d'avis qu'il faut préserver certains fiefs électoraux et même commencer à en attaquer d'autres afin d'enraciner leur cause. Ainsi, pendant que leur expansion s'effectue à un rythme vertigineux, semant douleur et sang, leurs représentants font le pari, avec un certain succès, d'être reconnus comme des acteurs du conflit dont il faut tenir compte si l'on veut parvenir à une paix totale.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

LA DÉMOCRATIE ENTE LA GUERRE ET LA PAIX

Les FARC manquèrent l'occasion historique représentée par les négociations de paix entre 1998 et 2001, un peu comme à l'instar d'Escobar et de son entourage, qui poursuivirent leurs activités criminelles depuis la prison. Les FARC profitèrent des milliers de kilomètres carrés qui leur furent concédés dans le cadre des négociations, pour se réorganiser sur le plan militaire et stratégique. A cause de ça, le processus de paix vacilla à plusieurs reprises mais se maintint, bien que de plus en plus affaibli, grâce à l'obstination d'un mouvement social ayant la paix pour étendard, ainsi qu'au soutien de pays étrangers et d'organisations internationales qui tentèrent, jusqu'au dernier moment, de maintenir le gouvernement et la guérilla à la table des négociations. Parallèlement à des actes qui trahirent la confiance de l'opinion publique, et sans que le gouvernement soit pour autant resté irréprochable, les rapports des services de renseignement affirmaient que les FARC étaient de plus en plus impliquées dans la production et la commercialisation de la drogue et, qu'en plus, elles avaient consolidé leurs fronts à proximité des capitales importantes. En même temps, négocier en pleine guerre ne signifiait nullement la fin des affrontements avec les forces armées, ni avec des paramilitaires qui prolongeaient leur consolidation ; les voix opposées aux dialogues de paix prospéraient et le gouvernement, qui se retrouvait isolé face à l'évidence de ce recul, décida d'y mettre un terme en ordonnant à l'armée de réintégrer le Caguán.

C'est dans cette désillusion et cette confusion, produites par la suspension du processus de paix, qu'entre en scène un personnage qui marque l'histoire politique de la Colombie pendant près d'une décennie et demie. Ancien membre du parti Libéral, Álvaro Uribe Vélez se présente à l'opinion publique comme étant le seul capable de rétablir l'ordre et de freiner la guerre, et dans sa ligne de mire se trouvent les FARC. Victime de cette guérilla qu'il accuse d'avoir assassiné son père, le leader transforme sa propre expérience en traumatisme national, désignant les FARC comme seules responsables du chaos qui règne dans le pays, ainsi que de son retard économique. Ainsi, dans sa croisade pour la conquête du pouvoir, cette guérilla devient le nouvel ennemi public n° 1. A cette campagne adhèrent aussi bien les dirigeants et militants des partis traditionnels, ayant retourné leur veste, qu'une large portion du secteur agro-industriel et des grands propriétaires terriens, ainsi que le patronat - qui, paradoxalement, avait soutenu le gouvernement précédent dans sa volonté de paix - et enfin les hauts gradés de l'armée et de la police, sans oublier le soutien, discret ou affiché, des paramilitaires qui favorisèrent sa candidature dans les territoires qu'ils contrôlaient désormais[24].

Il ne fait aucun doute que sous ses deux mandats, Uribe Vélez a réussi à réduire le taux de criminalité et les actions attribuées aux guérilleros et aux paramilitaires, tout en permettant de restaurer la confiance des investisseurs et la sécurité en général. Cela s'explique par la mise en œuvre de sa politique *main forte, cœur grand*, maxime qui signifie l'offensive sans merci contre ceux qu'il considère comme les ennemis de l'État et de son gouvernement, et à ôter e un soutien affirmé à ceux qui l'appuient. Or, s'il est vrai qu'Uribe Vélez ralentit l'avancée des FARC, au point de tuer plusieurs de ses principaux dirigeants et de les expulser des zones urbaines, la persécution et la surveillance instaurées contre les journalistes, les juges, les dirigeants des partis opposants, confèrent à son gouvernement des connotations autoritaires. De la même manière, certaines données en matière de sécurité finissent par être maquillées, dissimulant des pratiques indécentes, telles que les pactes conclus avec des structures criminelles pour qu'elles cessent d'assassiner, d'enlever ou d'extorquer ; et, encore plus flagrant, le phénomène appelé des *Faux positifs* : méthodes macabres employées par des membres des forces de sécurité, consistant à leurrer, puis assassiner, des civils dont les cadavres étaient ensuite présentés aux médias comme des guérilleros tués au combat.

Uribe Vélez parvient également à freiner l'avancée des paramilitaires uniquement en concluant un accord de démobilisation de leurs principales structures et de reddition à la justice de leurs chefs les plus influents. Cette précision est essentielle, car sur le plan politique et économique, leur progression ne s'est pas arrêtée. La preuve la plus fiable en est donnée par les élections parlementaires de 2006, au cours desquelles ces structures ont réussi à faire élire plus de 50 de leurs représentants au Congrès colombien. La gêne est telle que le président lui-même n'a pas pu empêcher l'action de la justice visant à les destituer et à les envoyer derrière les barreaux. Sur le plan économique, de nombreuses preuves indiquent que les investissements liés aux structures paramilitaires n'ont cessé de croître, tout comme, ou à peine moins, le nombre de leurs propriétés (issues du gigantesque déplacement forcé qu'ils avaient provoqué des années auparavant, en s'accaparant par le biais de prête-noms ou de représentants de la classe terrienne avec laquelle ils entretenaient des liens, les meilleures terres, destinées à des projets agro-industriels[25] ou simplement à des fins de loisir et d'accumulation).

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

Il existe par ailleurs un nouveau paradoxe : les deux mandats présidentiels successifs d'Uribe Vélez permettent d'écrire un scénario très différent de celui qu'il aurait pensé. La partie du pays qui n'a jamais renoncé à rechercher la paix, et qui n'a pas non plus succombé à l'envoûtement autoritaire du chef de l'État, va se réorganiser pour proposer sa propre vision du pays. Cela se traduit par la convergence des secteurs affiliés à la gauche au sein d'un parti unique, ainsi que par l'émergence de nouveaux leaders qui gagnent en audience dans le paysage politique. Et même si Uribe Vélez parvient à imposer son programme, tous les secteurs ne le suivent pas et certains candidats alternatifs et alignés à gauche arrachent à la classe politique traditionnelle des fiefs qui semblaient imprenables, comme l'importante mairie de Bogotá. Il convient de noter que la capitale, avec ses plus de 9 millions d'habitants, avait déjà donné un exemple d'ouverture et qu'il y avait désormais une lutte ouverte entre ceux qui soutenaient Uribe Vélez, qui avait ses propres candidats, et ceux qui s'opposaient ouvertement à lui. Le corollaire en sera l'affrontement idéologique droite-gauche.

Ce deuxième camp politique et idéologique a également obtenu des succès régionaux et locaux dans d'autres régions du pays, sans toutefois parvenir à ébranler l'énorme aura du président en exercice, ni à affaiblir le mouvement politique rassemblé autour de sa cause et connu sous le nom d'*Uribismo*, conglomérat de partis d'envergure nationale, régionale ou locale, et de personnalités ayant du poids au Congrès ou occupant des postes de pouvoir public. A la fin de ses deux mandats, Uribe Vélez n'est pas parvenu à atteindre son objectif d'en finir avec les FARC, bien qu'il les ait considérablement affaiblies. Il n'est pas non plus parvenu à résoudre les problèmes structurels toujours en suspens, ni à éradiquer le narcotrafic, ni la violence,

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

» Il existe par ailleurs un nouveau paradoxe : les deux mandats présidentiels successifs d'Uribe Vélez permettent d'écrire un scénario très différent de celui qu'il aurait pensé. La partie du pays qui n'a jamais renoncé à rechercher la paix, et qui n'a pas non plus succombé à l'*envoûtement autoritaire* du chef de l'État, va se réorganiser pour proposer sa propre vision du pays.

laquelle, bien qu'en recul par rapport aux années précédant son gouvernement, connaît une recrudescence à son départ, semant l'inquiétude dans certaines régions et prenant de nouvelles formes[26].

Huit années de gouvernement ne suffirent pas à Uribe Vélez, qui se percevait comme le sauveur du naufrage national, à modifier l'article de la Constitution limitant la réélection à un seul mandat consécutif, dans le but de se faire réélire une troisième fois. Son intention était de le faire par le biais d'un référendum. Il échoua néanmoins dans sa tentative, la Cour suprême de justice ayant identifié dans cette proposition des vices juridiques et procéduraux, entre autres : Uribe Vélez aurait bénéficié d'un avantage indu sur les autres candidats ; son initiative était jugée autocratique ; elle ne résultait pas d'une proposition émanant du Congrès ; sa validation aurait conduit à une concentration accrue du pouvoir.

Contraint de chercher un successeur, il désigna en tant que tel son ancien ministre de la Défense, Juan Manuel Santos. Ce dernier, pragmatique et moins rancunier, adoucit les relations tendues avec certains secteurs de la société, qui se sentaient attaqués par la politique mise en œuvre par son prédécesseur. Héritier de l'élite libérale de la capitale et continuant de porter des coups durs aux FARC, Santos va se rendre compte de l'impossibilité de les faire plier sur le court-terme et devra revoir sa stratégie. Ainsi, lorsqu'en 2014 il décide de se battre pour un nouveau mandat, il désobéit complètement à l'héritage d'Uribe Vélez en proposant, en cas de réélection, que sa mission conduise à entamer une nouvelle négociation avec les FARC. Cet acte, que les forces *uribistes*

» Contraint de chercher un successeur, il désigna en tant que tel son ancien ministre de la Défense, Juan Manuel Santos. Ce dernier, pragmatique et moins rancunier, adoucit les relations tendues avec certains secteurs de la société, qui se sentaient attaqués par la politique mise en œuvre par son prédécesseur.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

considérèrent comme une trahison impardonnable fut, pour d'autres, le moyen pour tenter de mettre fin à la violence et de rechercher des solutions communes aux grands problèmes nationaux.

Bien que la décision de Santos ait renforcé le sentiment de polarisation, elle mit une fois de plus en lumière, sans doute de manière involontaire, les énormes contradictions du pays et les divergences manifestes, quant à la meilleure manière de résoudre les conflits. Ces différences viennent du fait que les nombreuses composantes de la nation, tout comme leurs dirigeants, divergent sur le modèle de société auquel ils aspirent ; de surcroit, bon nombre d'entre eux agissent encore de manière atavique, dans une logique acratique (on pourrait également dire anomique), ignorant délibérément les lois et l'autorité. Mais, à la surprise du plus grand nombre, Santos réussit là où d'autres présidents avaient échoué en faisant entrer dans la vie civile et politique la guérilla la plus ancienne, la plus grande et la plus puissante du pays. Malheureusement, les choses n'avancèrent pas avec l'ELN, dont l'attitude devint de moins en moins conciliante. Parallèlement, celles qui, depuis la présidence d'Uribe Vélez étaient désignées comme les Bandes Criminelles-BACRIM-, héritage combiné du paramilitarisme et du narcotrafic, renforcèrent également leur emprise sur ces zones sourdes à l'autorité étatique, dont nous avons déjà parlé, où elles pouvaient affirmer leurs prétentions électorales et leurs stratégies politiques[27]. Pour compléter le tableau, les plus fervents opposants au processus de paix en profitèrent pour crier que le pays venait de perdre sa souveraineté, en s'opposant aux bénéfices politiques qui, en matière de justice, résultaient de l'accord conclu par Santos avec les FARC. Par la suite, c'est dans cette polarisation que s'inscrit le résultat défavorable du plébiscite pour la paix promu par Santos, qui finit par l'approuver par décret. C'est donc dans cette même polarisation qu'il faut comprendre l'élection de son successeur, Iván Duque, dont le premier dessein était de reprendre les étendards perdus du projet initié par son mentor Álvaro Uribe Vélez. Et, enfin, c'est aussi dans cet état de polarisation que la figure de Gustavo Petro s'affirme comme principal leader de l'opposition gouvernementale.

Cependant, il y a tant de problèmes irrésolus dans le pays que lorsqu'il y a des progrès d'un côté, il y a des freins ou des reculs de l'autre.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

UNE SOCIÉTÉ EXTÉNUÉE

Martin Leiner dit que -: *la réconciliation consiste en un processus de création de relations normales, y compris de bonnes relations… Elle représente la recherche de relations meilleures, de manière telle que la souffrance ne soit pas évoquée avec un désir de vengeance, ou que les blessures restent ouvertes*[28]:-. Cependant, il y a tant de problèmes irrésolus dans le pays que lorsqu'il y a des progrès d'un côté, il y a des freins ou des reculs de l'autre. Le gouvernement d'Iván Duque n'a pas échappé à cette réalité et il a dû faire face à trois difficultés. Premièrement, honorer sa promesse de réorienter la politique de sécurité, en s'obstinant à rechercher des indicateurs similaires à ceux de la période Uribe Vélez, avec une certaine dose de conservatisme, dans un pays où les oscillations politiques se faisaient de plus en plus grandes. S'il est certain qu'il réussit à faire sortir de la lutte armée d'importants chefs des BACRIM et des FARC qui décidèrent de reprendre leur action de résistance sous le drapeau de la dissidence, ces organisations continuèrent à se réinventer, avec de nouveaux chefs et une présence accrue dans un plus grand nombre de municipalités.

Ce qui entraîna également une augmentation de 10 % des cultures de coca dans les zones d'expansion (frontière agricole, colonisation récente ou là où les cultures légales étaient cultivées) selon les chiffres de l'ONU[29]. Deuxièmement, il ne put rien faire pour cacher ou arrêter la corruption, ce qui généra un désenchantement de l'opinion publique à l'égard aussi bien de son gouvernement, que de l'ensemble de la classe politique et de la démocratie.

Troisièmement, on assista à une hausse du taux de chômage parmi les catégories les plus pauvres, atteignant 15 %. Et bien que la pauvreté ait connu une baisse depuis 2012, les inégalités s'accrurent dans plusieurs régions et au sein de certaines catégories de la population, laissant en 2020 un coefficient de Gini de 0,48[30]. Pour couronner le tout, la pandémie de Covid-19 vint briser les espoirs de relance économique. Et bien que Duque parvint tardivement à contenir la crise sanitaire, il se retrouva menotté lorsqu'il s'agit de prolonger le confinement dans un pays où des millions de personnes dépendent de l'économie informelle et de la rue, sans compter qu'il voulut imposer une réforme fiscale au moment le moins opportun.

Dans ce contexte, la situation sociale devint explosive. Face au mécontentement, d'abord de la jeunesse des universités et des secteurs populaires, fortement touchée par le confinement et la négligence des pouvoirs publics, et qui descend

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

avec véhémence dans la rue, où elle reçoit la sympathie des confédérations ouvrières et des secteurs politiques également insatisfaits, Duque se montre intransigeant et répond au mécontentement avec la force publique sous le prétexte d'agir en défense de l'institutionnalité. Cela produit des manifestations enflammées et débordantes dans des manifestations initialement pacifiques et qui gagnent en intensité, générant parfois des actes de vandalisme contre des biens publics et privés, des attaques directes contre la police et l'armée, avec des blessés de part et d'autre, même si c'est principalement du côté des manifestants que l'on finit par compter des morts.

Les fractures et la polarisation sont évidentes à la fin du mandat d'Iván Duque, et dans la campagne présidentielle de 2022, il y a un candidat qui a peut-être été celui ayant le mieux examiné et profité de la situation. Comme nous l'avons présenté plus haut, la Constitution élargit la participation démocratique, jusque-là limitée à deux partis politiques. C'est au cours de près de 30 ans d'expérience dans le domaine électoral et politique que Gustavo Petro Urrego, ancien membre du M-19, première organisation de guérilla à conclure des accords de paix, construit sa proposition et consolide ce réseau de soutien qui, après deux tentatives, le mèneront finalement à la présidence en 2022.

D'un point de vue sous-régional ou latino-américain, il ne s'agissait pas d'une première puisqu'un premier cycle de gouvernements de gauche avait vu le jour à la fin du XIXème siècle, ce qui signifie que son élection correspondrait donc plutôt à un deuxième cycle débutant en 2018[31]. Mais dans le contexte colombien, cela constitue un véritable tournant, puisqu'il s'agissait du premier président issu de ce courant idéologico-politique, ancien guérillero de surcroît, parvenu à rassembler une multitude de forces sociales qui, pendant des années, s'étaient senties exclues ou traitées de manière inéquitable dans le jeu politique, et qui nourrissaient désormais l'espoir d'un nouveau cycle, en étant soutenues par des groupes et des membres issus des partis traditionnels, qui cherchaient à en tirer profit.

» [...] au cours des quarante dernières années, la Paix fut le leitmotiv sur lequel la majorité des partis et mouvements politiques rattachés à la gauche légale et réformiste forgea son programme et son unité.

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

» Ou bien, que la société colombienne, pour laquelle la douleur, les larmes et le sang font partie du pain quotidien, a préféré s'adapter, en cherchant la meilleure façon d'y faire face et sans se soucier de son rêve d'un pays meilleur, c'est ce qu'elle appelle aujourd'hui la résilience.

Or, au cours des quarante dernières années, la Paix fut le leitmotiv sur lequel la majorité des partis et mouvements politiques rattachés à la gauche légale et réformiste forgea son programme et son unité. Bien que Petro arrive au pouvoir en rassemblant le mécontentement contre le gouvernement Duque et l'establishment, en utilisant un excellent discours et une grande connaissance des problèmes nationaux, il ne fait aucun doute que sans l'aide de ces organisations, secteurs, partis et dirigeants qui, à un moment donné, ont compris que c'est par la paix qu'ils pourront commencer à traiter les problèmes structurels du pays, son seul charisme n'aurait pas suffi. Ce qui est paradoxal, c'est que la Paix ou les violences ne constituèrent pas les axes principaux qui définirent l'élection de 2022, mais plutôt une forme de sanction infligée à la classe politique, un accord implicite pour donner une chance à un dirigeant ayant renoncé aux armes et adopté la démocratie comme le moyen le plus légitime et pertinent pour affronter la complexe réalité nationale, avec une certaine crainte qu'un échec de la candidature de Petro ne replonge le pays dans une nouvelle hécatombe, toujours tapie en embuscade. En d'autres termes, si la paix, en tant que thème générique pour englober les multiples formes de violence, fut déterminante dans les résultats des élections présidentielles des trois dernières décennies, cette fois-ci, elle figurait comme un enjeu parmi d'autres présents dans les programmes des candidats.

Compte tenu de ce qui précède, trois choses peuvent être déduites sans être plus exhaustives. Ou bien, que la société colombienne, pour laquelle la douleur, les larmes et le sang font partie du pain quotidien, a préféré s'adapter, en cherchant la meilleure façon d'y faire face et sans se soucier de son rêve d'un pays meilleur, c'est ce qu'elle appelle aujourd'hui la résilience. Ou bien, qu'elle a pris conscience que ce n'est qu'en recherchant des solutions à des problèmes non résolus depuis près de deux siècles qu'elle parviendra, à un moment donné, à cette paix insaisissable, ou pour le moins à vivre dans un pays dont les taux d'homicides répondent aux normes internationales, c'est-à-

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

dire que les chiffres ne suscitent pas d'alarme et restent stables avec une certaine tendance à la baisse[32], comme une sorte de *résistance optimiste*. Ou enfin, que devant le peu de dissuasion du monopole de l'État sur la violence et l'obstination de ceux qui continuent à attiser les braises de la guerre ou à faire du crime leur pratique quotidienne, après tant d'années de violences successives et de paix interrompue, elle a préféré s'accommoder des alternances imparfaites, selon le rapport de force dominant, une sorte d'accommodement inconstant.
Pour la même raison, il est difficile de savoir si nous sommes face à un exemple typique de banalisation de la violence ou si nous sommes face à un mécanisme efficace, en raison de la peur imposée aussi bien par ceux qui prétendent défendre le régime légal et légitimement constitué que par ses transgresseurs. Tout se passe comme si démocratie et violence avaient décidé de coexister sans que la première n'entrave le cours de la deuxième, sans que l'une d'elles finisse par consommer son opposée dans leurs intersections, sans exclure parfois la nécessité de s'entraider, ou, en d'autres termes, une situation entre le normal et le pathologique.

» Tout se passe comme si démocratie et violence avaient décidé de coexister sans que la première n'entrave le cours de la deuxième, sans que l'une d'elles finisse par consommer son opposée dans leurs intersections, sans exclure parfois la nécessité de s'entraider, ou, en d'autres termes, une situation entre le normal et le pathologique.

Le mandataire de service, Gustavo Petro, a décidé avec audace de faire avancer des réformes à grande échelle, qui se sont heurtées à d'énormes résistances de la part des partis d'opposition et des secteurs traditionnels du pouvoir national. Par ailleurs, on constate que ces mêmes réformes ont manqué de préparation, de planification et que les dirigeants ont manqué de tact dans leur manière de négocier et de s'entourer. Quelque chose d'un peu comparable, bien que relevant évidemment d'une autre vision d'ordre idéologique et politique, arriva à Uribe Vélez qui, au cours de ses huit années de gouvernement, fut à peine capable de répondre aux exigences des catégories sociales les plus riches en laissant de côté les majorités populaires, séduites par le mirage d'être également incluses.
Petro n'a pas la tâche facile lorsque, pour tenter d'apaiser la violence et ses origines, par la réconciliation et le dialogue, il propose ce qu'il appelle lui-même la *paix totale*. Dans son raisonnement il s'agit de négocier avec les principaux acteurs armés et violents du conflit, en établissant des degrés d'importance et de responsabilité en vue d'un nouveau contrat social. Ainsi, tout en accordant un caractère politique à l'ELN et dans une certaine mesure aux dissidents des FARC, il exige une soumission totale, assortie de garanties de respect du droit de la part des principales bandes émergentes ou groupes criminels.
Tant le gouvernement que ces groupes ont beaucoup à gagner, mais aussi à perdre ; même si pas autant que la société colombienne elle-même, cette société pour laquelle tous se disputent et s'affrontent, mais qui à son tour ne parvient pas à se positionner ni à se déterminer quant au type de pays qu'elle souhaite[33].
Ainsi, nous retrouvons ici les théories de Gutmann quant aux résistances à la transformation par paliers successifs (1999). Au fur et à mesure que les possibilités de transformation avancent (c'est le cas de celles de ces trente dernières années) les résistances pour empêcher que la transformation se passe augmentent. Et celles-ci tendent à augmenter parce que le système atteint ses limites, après cela la transformation peut continuer et aucun retour en ne sera possible. Cependant, si cela est bien le symptôme d'une évolution, la question se pose toujours de savoir si on arrivera à une transformation ou si on perdurera dans l'état actuel.
Il est évident que chaque fois qu'un processus de dialogue est amorcé, un accord finalisé, une structure démantelée, il y a une réduction des affrontements, un arrêt des attaques, une diminution du nombre de massacres ; des soldats, des guérilleros et des mercenaires sont soustraits à la machine de guerre. Pour autant, les homicides volontaires et les violences quotidiennes ne disparaissent pas, ils se métamorphosent. Ceci n'explique qu'en partie ce phénomène, qui est sans doute celui qui a causé le plus de morts au cours des quatre dernières décennies et que certains spécialistes ont qualifié de *Conflit Urbain*.
Bien que lié à la fois aux conflits actuels ou attribué aux grandes structures armées, ainsi qu'à des évènements historiques plus définissables, ce Conflit découle la plupart du temps de la manière dont les différences sociales, les insatisfactions et les frustrations s'expriment en Colombie. Il s'agit précisément d'un prolongement de ce que les spécialistes appellent les Frontières Invisibles ; une allusion à ces barrières que les combos ou les gangs eux-mêmes établissent aux limites d'un quartier, d'un carrefour, d'un pont ou d'une maison, comme une sorte de *no man's land*. Ces groupes contrôlent également le commerce, la politique de quartier, la sécurité publique et privée, et même les parcelles de terrain qu'ils proposent illégalement à ceux qui viennent densifier les périphéries urbaines en quête d'un avenir meilleur.

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

RELIER LES POINTS POUR CHERCHER DES RÉPONSES

L'œuvre pionnière, de Germán Guzmán Campos, Orlando Fals Borda et Eduardo Umaña, déjà citée, a dépassé sa seule contribution scientifique et d'information pour devenir un véritable document de dénonciation et un appel à la conscience d'une société qui ne voulait pas reconnaître sa participation et sa responsabilité dans cette guerre civile connue sous le nom de *la Violencia*. Elle a également jeté les bases pour que les élites et les institutions nationales prennent des mesures visant à prévenir toute forme de répétition et de nouvelles violences. Pourtant, il apparaît clairement qu'après un certain temps, un effort académique aussi considérable s'est avéré infructueux. Au cours des décennies suivantes, la production intellectuelle sur la violence ne cessera de progresser et de se spécialiser, en donnant naissance à une expression pour désigner ceux qui s'y consacrent : les *violentologues*, car nombreux seront les chercheurs et les groupes issus de différentes écoles de pensée, proposant diverses méthodes et abordant les dimensions macro ou micro des violences en Colombie. Nombre d'entre eux seront même invités à faire partie de Commissions mandatées par l'État, dont sont issus les rapports qui cherchent à comprendre les raisons de la guerre, du conflit, des violences, ainsi qu'à suggérer des lignes d'action de nature technique à inclure dans les plans de développement local et régional, dans l'objectif d'en atténuer l'intensité ou d'y apporter une solution définitive. Malheureusement, ils n'ont pas toujours suscité un consensus général. Et quel meilleur exemple que le dernier rapport élaboré en Colombie après les accords de paix qui ont permis la démobilisation des FARC en 2017 ?

Ce travail qui porte le nom optimiste d'*Informe final de la Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la convivencia y la no repetición (Rapport final de la Commission pour la Clarification de la Vérité, la coexistence et la non-répétition)*, ouvrage colossal, de près de mille pages, comprenant entre autres

» Ce travail qui porte le nom optimiste d'I*nforme final de la Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la convivencia y la no repetición (Rapport final de la Commission pour la Clarification de la Vérité, la coexistence et la non-répétition)*, ouvrage colossal, de près de mille pages, comprenant entre autres une nouvelle version du conflit armé interne (...)

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

une nouvelle version du *conflit armé interne*, détaille non seulement les chiffres en termes de massacres, d'assassinats, de disparitions forcées, de déplacements, mais présente également des précisions sur la manière dont les événements se sont produits ainsi que sur l'identité de leurs responsables directs. Le rapport inclut des déclarations des auteurs, qu'ils soient guérilleros, paramilitaires ou membres des Forces armées ou de la sécurité de l'État, ainsi que les témoignages de centaines de victimes, y compris celles vivant en exil.
Le rapport est d'autant plus louable qu'il a été élaboré en pleine pandémie et essentiellement avec les ressources de la coopération internationale, puisque le gouvernement de l'époque, d'Iván Duque, ne l'a que très peu soutenu et lui a plutôt mis des bâtons dans les roues. À cela s'ajoute le fait que la Commission n'a pas été en mesure de contraindre les entrepreneurs, les grands propriétaires terriens et les dirigeants politiques à témoigner, à propos de leurs responsabilités dans le conflit, laissant de nombreux faits et situations dans le flou. La dimension politique prend ici toute son importance, puisque la démobilisation des FARC a donné naissance à la Juridiction Spéciale pour la Paix, chargée de juger les anciens membres de ladite guérilla ainsi que d'autres secteurs ou groupes accusés de crimes, avec pour obligation de demander pardon et d'accorder réparation aux victimes.
L'élément crucial du problème réside dans le fait que l'accord stipulait la participation politique des plus hauts commandants, avec une vingtaine de sièges au Congrès. Et, comme on pouvait s'y attendre, pour les secteurs de droite et ceux qui, bien que co-responsables des violences, n'ont cessé d'éluder leur part de responsabilité, l'amnistie et le pardon total accordés à ceux qu'ils ont toujours considérés comme des criminels et les principaux responsables du mal national étaient des avantages tout simplement inacceptables. Ils ont dès lors qualifié le Rapport d'incomplet et la Commission de partiale.

On ne saurait ignorer les nouveaux facteurs qui complexifient la compréhension des origines et des niches où sont ancrées les multiples formes de violence. Même si, à un moment donné, les cartels, les guérillas, les paramilitaires et les groupes criminels ont conservé une certaine autonomie et un certain pouvoir au niveau national ou régional, malgré leurs liens avec des acteurs supranationaux, leur interdépendance avec ces derniers apparaît plus marquée à l'heure actuelle, au point de révéler des relations avec des gouvernements et des groupes paraétatiques, desquels ils reçoivent des appuis économiques, matériels et logistiques. Si les violences pouvaient s'exercer selon une logique

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

de peur ou d'ordre, émanant de décideurs facilement identifiables, ou auxquels on choisissait de se soumettre, celles-ci se dissimulent aujourd'hui aussi derrière les *réseaux sociaux*, le web, les rumeurs, les contre-vérités, ou encore à travers la persuasion que des personnes ou des groupes non exclusivement nationaux parviennent à exercer. Sans ignorer la sympathie croissante pour certains totalitarismes religieux et idéologiques.

» La violence, les violences, demeurent protéiformes, outre le fait que la géographie nationale et la croissance incontrôlée des zones urbaines offrent aux acteurs violents trop d'espace pour agir, battre en retraite, se réinventer ou échapper à la surveillance d'un État encore faible, également incapable de détecter à temps ou de contenir ces violences, d'ordre individuel ou intime.

Même si toute conjecture est loin d'être univoque, les situations susceptibles de générer de l'incertitude chez n'importe quel analyste ne manquent pas. La violence, les violences, demeurent protéiformes, outre le fait que la géographie nationale et la croissance incontrôlée des zones urbaines offrent aux acteurs violents trop d'espace pour agir, battre en retraite, se réinventer ou échapper à la surveillance d'un État encore faible, également incapable de détecter à temps ou de contenir ces violences, d'ordre individuel ou intime. Ce qui précède laisse cependant en suspens la question de savoir s'il existe dans notre culture ou dans nos comportements ataviques une certaine propension à ignorer les règles fondamentales de la coexistence et à rejeter l'autorité légalement constituée. Dès lors, nous résolvons les conflits par nous-même, individuellement ou collectivement, mais souvent nous le faisons par des moyens violents, en omettant ou en refusant de reconnaître que c'est à l'État qu'il revient d'arbitrer les différends, à la justice légale d'imposer les sanctions et à l'éloquence de la concorde de prévaloir et d'être encouragée.
Si, au XIX[e] siècle, les guerres débutaient par une déclaration formelle et prenaient fin une fois qu'un vainqueur rédigeait une nouvelle Constitution, les violences actuelles, quant à elles, émergent d'actions qui mènent à la conflagration ou à la dégradation, et se concluent généralement par des accords de garanties politiques ou judiciaires, des armistices, des processus de paix. Pourtant, les causes qui précèdent les hostilités ne sont pas traitées comme il se doit, ou restent irrésolues, et l'État se révèle incapable d'imposer son autorité à l'ensemble de ses citoyens et sur tout le territoire. Par conséquent, les processus

 © All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

» [...] la situation de paix qui règne dans certaines villes dépend des accords conclus par les autorités locales et nationales avec les chefs de gangs qui dirigent leurs opérations même depuis les prisons.

de réconciliation entre bourreaux et victimes, comme par exemple dans certains villages des municipalités d'Anorí et de San Carlos (département d'Antioquia) où respectivement anciens guérilleros et anciens paramilitaires travaillent main dans la main avec les communautés, restent petits et ne retiennent pas l'attention des institutions publiques et privées du pays. D'autre part, le suivi des accords de paix ne se déroule pas comme prévu, car outre la désorganisation, la bureaucratie, les défaillances du système de surveillance, le nombre de procès à suivre et la violence subie par de nombreux acteurs démobilisés (parfois par les guérillas elles-mêmes), certains gouvernements locaux et départementaux, ainsi que certains secteurs de l'économie, se sont obstinés à entraver le progrès et à ne débourser que le minimum pour leur mise en œuvre.
Ceci sans oublier que dans leurs logiques économiques, expansionnistes et bellicistes, les mêmes groupes armés finissent par compromettre, voire interrompre, les projets de réinsertion, comme cela s'est produit récemment avec les gardes forestiers et les guides touristiques du merveilleux site de Caño Cristales (département de Meta), contraints par leurs anciens camarades, issus des dissidents des FARC, de quitter la zone. Et bien sûr, comme autre exemple, la situation de paix qui règne dans certaines villes dépend des accords conclus par les autorités locales et nationales avec les chefs de gangs qui dirigent leurs opérations même depuis les prisons.

En définitive, tout cela justifie que l'on accorde du crédit à la sociologue María Teresa Uribe, qui, en évoquant les guerres civiles du XIX[e] siècle, parlait de la rhétorique du *casus belli*, ce langage qui, même en temps de paix, résonne comme une invitation à rester en alerte en vue de la guerre. Un langage auquel les adversaires ont recours pour invoquer -: *une justification morale, la nécessité politique et l'obligation civique de prendre les armes*[34] :-, afin d'expliquer ou d'argumenter les raisons de leur action violente.
En niant ou en absorbant la possibilité d'un ordre républicain et démocratique,

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

une question demeure : où trouver alors l'antidote ? Les différentes disciplines ne parviennent pas à converger sur l'origine du problème, à savoir s'il s'agit d'intolérance, de ressentiment, d'exclusion, de déviance, ou simplement d'un produit du capitalisme et de l'État moderne. Il est possible que la guerre, comme les violences, continuent d'enfanter l'Histoire avec un grand H, tout autant que nos histoires propres. Il est possible qu'une propension archaïque nous pousse, par moments, à répondre par la violence aux barrières humaines qui entravent la satisfaction de nos ambitions et de nos désirs. Il est possible que physiquement, symboliquement ou discursivement, nous cherchions à faire pencher toute relation de pouvoir à notre avantage. Mais il est également possible qu'en fin de compte, seuls le jugement et les paroles demeurent comme ultime recours pour sauver ce qu'il nous reste encore d'humanité. Il est possible qu'après avoir ouvert cette Boîte de Pandore, il ne reste que le pessimisme après que tous les autres maux se soient échappés ; cela dit, espérons qu'au moment de la fermer, nous nous rendions compte qu'en arrière-plan il y a encore Elpis, autrement dit, l'espoir !

Il est possible que physiquement, symboliquement ou discursivement, nous cherchions à faire pencher toute relation de pouvoir à notre avantage. Mais il est également possible qu'en fin de compte, seuls le jugement et les paroles demeurent comme ultime recours pour sauver ce qu'il nous reste encore d'humanité.

Notes

1 Alors que l'Institut de médecine légale présente des chiffres sur 11 mois (entre janvier et novembre), les chiffres donnés par les deux autres entités vont de janvier à octobre. Les responsables du rapport estiment donc que les chiffres auraient tendance à augmenter. Voir : Évaluation préliminaire des violations des droits de l'homme et des conflits armés en Colombie en 2023. Voir: https://www.uexternado.edu.co/delfos-centro-analisis-datos/balance-preliminar-en-materia-de-homicidios-afectaciones-de-derechos-humanos-y-enfrentamientos-armados-en-colombia-durante-el-2023/

2 Selon l'ONU, en 2022, l'Amérique latine et les Caraïbes continuent d'être la région la plus violente de la planète avec 27 % des 458 homicides. Et sur une liste de 36 pays, la Colombie se classe au 10e rang en termes de taux d'homicides avec 25,7 pour 100 000 habitants. La Jamaïque est en tête de liste avec 52,13% alors que la Bolivie la clôt avec 3,4%. Voir : https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/2023/GSH23_Special_Points.pdf

3 La distance entre l'État de Panama et le reste de la Colombie, séparés en outre par l'isthme de Darién, et surtout l'esprit autonomiste de certains dirigeants panaméens face à la négligence et à l'abandon du gouvernement Santafereño (Bogotá) ont été déterminants dans la séparation définitive. Si depuis la fin du XIXe siècle, la Colombie, à travers une concession accordée au gouvernement français, cherchait à relier les océans Pacifique et Atlantique, de multiples facteurs, et clairement les visées commerciales et géopolitiques des États-Unis qui s'opposaient à toute ingérence et présence d'une puissance européenne dans le reste du continent, ont fini par matérialiser la séparation en 1903 après des traités qui avaient également commencé durant le XX siècle et qui ont conduit à la compensation de 25 millions de dollars que la Colombie a reçu des États-Unis. Voir : Beluche Olmedo. *La separación de Panama de Colombia. Mitos y falsedades.* Tareas [en línea]. 2006, (122), 93-118. Disponible in : https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=535055620006. Voir également, Cardona Zuluaga Patricia. Panama : l'isthme de la discorde. Voir aussi : Documents relatifs à la séparation de Panamá et à la normalisation des relations entre les Etats-Unis et la Colombie. *Araucaria. Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades* [en línea]. 2015, 17(33), 281-305 [fecha de Consulta 13 de febrero de 2024]. ISSN: 1575-6823. Disponible in : https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=28238686014 . Disponible in https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=28238686014. D'autres lectures additionnelles peuvent être : Borda Guzmán, Sandra, ¿Porque somos tan parroquiales? Una breve historia internacional de Colombia. Bicentenario de la Independencia, Crítica, Bogotá; Sánchez Andrés, Agustín, Estados Unidos y la independencia de Panamá, online Biblioteca Cervantes.

4 Voir Daniel Gutiérrez Ardila (2019). 1819: *Compaña de la Nueva Granada*, Carlos Camacho Arango, Editor, Universidad Externado de Colombia, Bogotá, p.14.

5 L'indépendance totale n'a pas été obtenue en 1819, car d'autres provinces, au moins jusqu'en 1823 et dans ce qui est aujourd'hui les Caraïbes colombiennes, ainsi que dans les départements actuels de Nariño, Huila et Cauca, n'avaient pas réussi à vaincre les armées de Ferdinand VII, ou bien n'étaient pas très convaincues du projet indépendantiste et révolutionnaire. Ibid., pp. 148-155.

6 La Colombie n'a connu que trois guerres internationales, deux avec l'Équateur et une avec le Pérou. Mais rien de comparable en gravité ou en nombre élevé de morts et de mutilés lors d'autres conflagrations que d'autres nations sud-américaines ont connu entre la seconde moitié du XIXe siècle et les premières décennies du XXe siècle.

7 Le problème est beaucoup plus complexe, par conséquent, pour une meilleure compréhension, voir : Tirado Mejía, Álvaro (1995) *Aspectos Sociales de las guerras civiles en Colombia*, Colección autores antioqueños - SEDUCA, Medellín, p. 562.

8 Voir : Meisel Roca, Adolfo ; Romero Prieto Julio E. "La mortalidad de la Guerra de los Mil Días, 1899-1902". *Cuadernos de Historia económica y empresarial N° 43*, marzo 2017 - Banco de la Republica – CERR Cartagena, p. 40 in: https://www.banrep.gov.co/sites/default/files/publicaciones/archivos/chee_43.pdf .

9 Voir : Pecaut, Daniel, Orden y Violencia. Evolución socio-política de Colombia entre 1930 y 1953. Norma, Bogotá, p. 597. Voir également : Rehm, Lukas, (2014) "La construcción de *las subculturas políticas* en Colombia: los partidos tradicionales como antípodas políticas durante *La Violencia*, 1946-1964" en *Historia y Sociedad* No 27, julio-diciembre, Medellín, pp.17-48.

10 Voir : Vásquez Pineros, María del Rosario, "Gamonales y alcaldes: Poder institucional y para institucional en la Primera Violencia (Colombia, 1930-1934)", *Revista de Indias*, LXXVII/269 (Madrid, 2017): pp. 305-304, doi:10.3989/revindias.2017/010.

11 Cette précision est importante car depuis la fin de « l'Hégémonie Conservatrice » en 1930 et l'accession au pouvoir des libéraux, les conservateurs n'ont jamais été majoritaires au Congrès, ni à la Chambre, ni au Sénat. C'est pourquoi, à partir de 1930 et au moins jusque dans les années 70 ou 80, on parlera d'un « Rouleau Compresseur Libéral ».

12 Voir: Uribe de Hincapié, María Teresa, "Las palabras de la guerra", Estudios Políticos, N° 25. Medellín, julio-diciembre 2004, p.15.

13 Il y a, à mon avis, un fait qui ne peut être ignoré et qui a trait à la publication en 1962 d'un premier livre scientifique qui rendait compte des détails de cette période : précisément, sous le titre « La Violence en Colombie », en deux volumes. Ce travail a pour principale particularité d'être rédigé à trois mains, dont celle de la personne qui a dirigé le projet, Monseigneur Germán Guzmán Campos, qui a travaillé comme clerc dans une région ayant subi directement les horreurs de ce traumatisme. Il était également accompagné de l'un des fondateurs de la sociologie en Colombie, Orlando Fals Borda, et d'un avocat renommé, Eduardo Umaña Luna. C'est principalement à Guzmán Campos que l'on doit le deuxième volume de ce livre, sans doute celui qui contribue le plus à la compréhension de ce phénomène en raison des chiffres et des hypothèses qu'il présente sur les motifs, les caractéristiques, les auteurs de la violence et les victimes. C'est précisément dans l'introduction de la 9e édition de ce même Volume 2, signée par Fals Borda, que la question de la « coresponsabilité » est abordée. Voir: Guzmán Campos, German, Fals Borda, Orlando Umaña Luna Eduardo *La Violencia en Colombia* (1962- Tercer Mundo). Carlos Valencia Editores (9ª edición - 1986) Bogotá, pp. 19-22.

14 Sur la FARC voir : Beltrán Villegas, Miguel Ángel (2015). *Las FARC-EP (1950-2015): Luchas de ira y esperanza*. Bogotá: Ediciones desde abajo, Grupo de Investigación América Latina: Transformaciones, dinámicas políticas y pensamiento social-Universidad Nacional de Colombia, p, 591. Voir également : Eduardo Pizarro Leongómez, Las Farc, (1949-2011). *De guerrilla campesina a máquina de Guerra*, en especial el capítulo III, pp. 134-178, Norma, Bogotá, 2011.

15 Voir : "Antecedentes y surgimiento del ELN (1958-1965). La Violencia y el Frente Nacional" pp. 36-84 in : Medina Gallego, Carlos (2019) Ejército de Liberación Nacional (ELN). Historia de las Ideas Políticas (1958-2018), Universidad Nacional de Colombia, Bogotá. Voir également ELN, FARC y EPL, Los mitos fundacionales pp. 229-331, in: Darío, Villamizar (2017) *Las Guerrillas en Colombia. Una historia desde los orígenes hasta los confines*. Debate, Bogotá 828 p.

16 Voir : Villarraga, Álvaro; Plazas, Nelson (1994). *Para reconstruir los sueños (una historia del EPL)*, Fundación Progresar, Bogotá.

17 Il est difficile de savoir avec certitude qui a utilisé ce terme en premier. Les premières occurrences se trouvent dans des documents présentés par des avocats et des défenseurs des droits de l'homme, basés sur les catégories juridiques du droit international et cherchant une typologie de la situation de violence dans le pays. On retrouve également des mentions dans des textes universitaires et dans des déclarations faites par les guérilleros eux-mêmes. Et il y a aussi un usage qui va se répandre dans les médias. Une contribution suggestive, du point de vue de l'analyse du discours, apparaît dans la sous-section « Désigner la confrontation politique armée, pp. 115-134. In : Serrano, Yeny (2012) *Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie. Communication ou information médiatique ?* L'Harmattan, Paris, p.216.

18 Un slogan prononcé par le cartel de Medellín et qui revenait souvent dans leurs déclarations ou menaces était : « Nous préférons une tombe en Colombie à une prison aux États-Unis. »

19 C'est durant cette période qu'apparaît, principalement à Medellín et dans le département d'Antioquia, une organisation de "Persécutés par Pablo Escobar" appelée "los Pepes" et que commence une série d'actions violentes contre les personnes liées à ce narcotrafiquant.

20 Quelques années plus tôt, la même chose s'était produite avec l'autre grand cartel latino-américain, celui de Guadalajara, dirigé par l'ancien policier Miguel Félix Gallardo. Après sa capture, de nouveaux cartels apparaîtraient dans d'autres États du pays Aztèque, et une guerre sans merci commencerait entre eux. Gallardo et Escobar faisaient tous deux partie de ce groupe de grands chefs de renommée mondiale qui était complété par le sicilien Salvatore, « Totò », Riina et le birman, également ancien militaire, Chang chi-fu ou « Hhun sa » ou « Prince de la prospérité ».

21 Voir : Pizarro Leongómez, Eduardo (2004) *Una democracia asediada. Balance y perspectivas del conflicto armado en Colombia.* Norma, Bogotá, pp 92-99. Voir également : https://www.revistaciendiascinep.com/home/el-proceso-constituyente-y-el-ataque-a-casa-verde/

22 Voir : Romero, Mauricio (Compilador), (2007). *Parapolítica. La ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos.* Intermedio – Corporación Nuevo Arco Iris. Bogotá p 472.

23 El Caguán, dont le nom vient d'une rivière qui traverse les départements de Meta et de Caquetá, dans le sud-ouest de la Colombie, indique un territoire d'environ 42 000 kilomètres carrés qui avait fait l'objet d'un accord entre le gouvernement du Président Andrés Pastrana et les dirigeants des FARC, pour regrouper le gros de ses forces pendant que les pourparlers de paix se déroulaient.

24 Non sans une certaine ironie, un prêtre de l'époque s'exprimait en déclarant que : « Álvaro Uribe n'est pas un paramilitaire. Mais les paramilitaires sont des « uribistes ».

25 Parmi ces projets, celui qui est peut-être le plus mentionné est celui des cultures de palmier à cire.

26 A titre de comparaison, voir : Violencia homicida en Colombia, Informe técnico, IV edición, Ministerio de Salud: https://www.ins.gov.co/BibliotecaDigital/informe-ons-4-violencia-homicida.pdf ; Voir également : Chaparro-Narváez P, Cotes-Cantillo K, León-Quevedo W, Castañeda-Orjuela C.

Mortalidad por homicidios en Colombia, 1998-2012. biomédica [Internet]. 1 de diciembre de 2016 [citado 21 de febrero de 2024];36(4):572-8. Disponible in : https://revistabiomedica.org/index.php/biomedica/article/view/2811; También: https://project-esri-co.maps.arcgis.com/apps/dashboards/ce431fae7e974a9f809974c75a07ef4b; https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-8794653

27 Voir : Prieto, Carlos Andrés, las Bacrim y el crimen organizado en Colombia, Friedrich Ebert Stiftung, 2013 in : https://library.fes.de/pdf-files/bueros/la-seguridad/09714.pdf. Voir également : Mac Dermott, Jeremy, "The BACRIM and Their Position in Colombia's Underwold" in : https://insightcrime.org/investigations/bacrim-and-their-position-in-colombia-underworld/

28 Voir : Qué debemos entender por « Reconciliación » . Una entrevista con el intelectual alemán Martin Leiner https://diariodepaz.com/2019/05/20/que-significa-reconciliacion-martin-leiner/

29 Voir : Colombia. Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2021 – Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito (UNODC) – Ministerio de Justicia y del Derecho in https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/INFORME_MONITOREO_COL_2021.pdf

30 Voir : Diagnostico multidimensional sobre las desigualdades en Colombia. Agence Française de Développement – Fedesarrollo - DANE : https://www.afd.fr/es/ressources/diagnostico-multidimensional-sobre-las-desigualdades-en-colombia

31 Le premier cycle débute en 1998 avec l'élection de l'ancien militaire Hugo Chávez au Venezuela. En 2002, il est suivi par le dirigeant syndical Lula da Silva au Brésil et par le péroniste de gauche Néstor Kirchner en Argentine (leurs mandats débutent en 2003). Puis en 2006, Evo Morales a été élu en Bolivie, Michelle Bachelet au Chili et Rafael Correa en Équateur. Ce cycle est caractérisé par des positions variées, entre une opposition farouche au néolibéralisme et à l'influence du géant nord-américain dans les affaires du sous-continent et une conciliation avec les secteurs de l'économie et du marché national et mondial. Le deuxième cycle dont on peut considérer qu'il a débuté en 2018 avec l'élection d'Andrés Manuel López Obrador au Mexique, d'Alberto Fernández en Argentine et de Luis Arce en Bolivie, pour ne citer que les cas les plus emblématiques, a pour particularité des sociétés plus polarisées qui exigent une attention particulière aux problèmes d'ordre national et à la crise de la démocratie. À propos de ce nouveau cycle, voir : Maxwell A, Cameron, Agustín Goenaga, « Vive América Latina un segundo ciclo político de izquierda », *Revista Política y gobierno*, volume XXX, Numéro 1, premier semestre 2023 dans : http://www.politicaygobierno.cide.edu/index.php/pyg/article/view/1670/1091

32 Pour le cas de l'Europe, voir les travaux des sociologues Laurent Mucchielli et Pieter Spierenburg. Histoire de l'homicide en Europe. La Découverte, 2009, ou du sociologue Nicolas Bourgoin, notamment : *La révolution sécuritaire* (1976-2012), Champ social, collection Questions de Société, 2013.

33 L'auteur partage pleinement la thèse de María Teresa Uribe qui, invitée à un séminaire doctoral à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales au premier semestre 2004-2005 par le spécialiste colombien Daniel Pecaut, conteste précisément la thèse de celui-ci pour qui en Colombie les groupes armés mènent une « guerre contre la société » ; selon la célèbre sociologue et politologue colombienne, ce qu'elle a observé s'apparente davantage à une « guerre pour la société », puisque les acteurs armés cherchent le soutien et la reconnaissance des populations, que ce soit par la coercition ou par l'adhésion. Sur la thèse du sociologue français voir : Pecaut, Daniel (2001) *Guerra contra la sociedad.* Bogotá, Espasa, p. 308.

34 Uribe de Hincapié, María Teresa, Las palabras de la guerra, Op, Cit, pp 19.

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy

Bibliographie

Archila Neira, M. (2005) *Idas y venidas, vueltas y revueltas. Protestas Sociales en Colombia 1958-1990*, Bogotá: Instituto Colombiano de Antropología e Historia (ICANH) – Centro de Investigación y Educación Popular (CINEP).

Camacho Guizado, Á. and Guzman, Á. (1997) *La Violencia Urbana en Colombia: teorías, modalidades, perspectivas*, in Nuevas Visiones sobre la violencia en Colombia. Bogotá : IEPRI y FESCOL.

Deas, M. (1995) *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia.* Bogotá: Tercer Mundo.

Dudley, S. (2004) *Walking Ghosts : Murder and Guerrilla Politics in Colombia.* New York: Routledge.

Guzmán Campos, G. and Fals Borda, O. and Umaña Luna, E. (1962) *La Violencia en Colombia, estudio de un proceso social.* Bogotá: Tercer Mundo, segunda edición.

Ocquist, P. (1978) *Violencia, conflicto y política en Colombia.* Bogotá : Instituto de Estudios Colombianos, Biblioteca Banco Popular.

Pecaut, D. (2001) *Orden y Violencia: evolución socio-política de Colombia entre 1930 y 1953*. Bogotá : Norma.

Pecaut, D. (2001) *Guerra contra la sociedad.* Bogotá: Planeta Colombiana. Espasa.
Roldán, M. (2003) *A sangre y fuego. La violencia en Antioquia 1946-1953.* Bogotá: Instituto Colombiano de Antropología e Historia (ICANH)- Fundación para la promoción de la ciencia y la tecnología.

Romero, M. (2007) *Nuevas guerras, paramilitares e ilegalidad: una trampa difícil de superar, in Valencia, L. and Romero, M. et al, «Parapolítica, la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos».* Bogotá : Intermedio-Corporación Nuevo Arco Iris.

Sánchez Gómez, G. and Mertens, D. (2002) *Bandoleros, Gamonales y Campesinos. El Caso de la Violencia en Colombia.* Bogotá : El Áncora.

Zapata Avila, J. G. (2009) "Despolitización del bipartidismo y nuevas violencias : consecuencias del Frente Nacional", in *Revista Kabai* n° 9, noviembre Bogota: Universidad Nacional, pp.93-102

© All rights reserved - **Riti** The international journal for the transformation of institutions 2024, ed. Motus, Italy